LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | www.montrealcampus.ca VOL.XLVII | NO.1 | 1ER DÉCEMBRE 2023

MONTRÉAL CAMPUS

DES GRÈVES VOTÉES PAR MOINS DE 1% DES ÉTUDIANT(E)S

UQAMP2-3

PERDRE SA FOI RELIGIEUSE

SOCIÉTÉP7

LE COUNTRY EST DE RETOUR

CULTUREP15

ENQUÊTE

OUTIL DÉMOCRATIQUE

NAOMIE DUCKETT ZAMOR
ET CHARLES SÉGUIN

Environ 1 % des étudiants et étudiantes qui tranche pour tout le monde : voilà pourquoi les grèves sont aussi fréquentes à l'UQAM. Plusieurs associations étudiantes sont prises d'assaut par une frange militante, qui a le champ libre pour voter des grèves et pour défendre des convictions politiques au nom de tous les étudiants et les étudiantes.

Le 6 novembre dernier, en assemblée générale, une trentaine de personnes a décidé pour quelque 2500 membres de l'Association facultaire étudiante des langues et communication (AFELC), qui ont dû manquer deux jours d'école. La faible implication de la population uqamienne au sein des associations étudiantes laisse le plein pouvoir aux quelques personnes qui s'investissent. Les prises de position tranchées et le militantisme assumé des associations suscitent cependant une remise en question quant à la représentativité de tous leurs membres.

Petit nombre, grand impact

« *J'ai un malaise avec le fait qu'on prenne d'aussi grandes décisions avec un si petit nombre d'individus* », lance Anne Montplaisir, responsable aux affaires sociopolitiques à l'AFELC.

> « Impossible qu'à une trentaine de personnes, on représente les quelque 2500 membres. »
>
> **Anne Montplaisir**

Le quorum de son association est placé à 0,8 %, soit une vingtaine de personnes. À la dernière assemblée générale de grève, les grèves ont été votées sans aucune opposition. « *Si plus de gens venaient aux assemblées générales et s'exprimaient, les décisions auraient plus de sens, peu importe leur orientation* », croit Anne Montplaisir.

Dépendamment de l'association étudiante, seule la présence d'entre 0,7 % et 2 % des membres en assemblée générale est requise pour statuer sur les grèves, le budget et les prises de position. Ces associations fonctionnent sur les bases de la démocratie directe. Chaque membre peut jouer un rôle sur les décisions, notamment en prenant part aux assemblées générales.

Le *Montréal Campus* a rencontré un groupe de membres de l'Association facultaire étudiante de science politique et de droit (AFESPED), dont le quorum est fixé à 2 %, qui souhaitait exprimer ses réserves à cet égard. Il juge que « *c'est déjà bas pour une association se disant démocratique et représentative* ».

« *Les décisions prises en assemblée seront d'autant plus fortes* [lorsqu'elles] *refléteront sans équivoque la volonté de la majorité* », explique le service des communications de l'UQAM par courriel en qualifiant la situation de « *désolante* ».

Annuler pour militer

Au moment d'écrire ces lignes, l'AFESPED avait voté huit journées de grève depuis le début de la session, en soutien à la coalition Rage climatique, pour la salarisation de tous les stages, pour dénoncer le massacre du peuple palestinien et en soutien au Front commun. « *La grève, c'est aussi de libérer du temps militant parce qu'avec nos études, on n'a pas le temps d'aller à des manifestations* », dit Rémi Grenier, responsable des communications à l'AFESPED.

Pour d'autres, les grèves représentent plutôt des réorganisations de plans de cours, de la matière coupée, des conférences annulées.

« *Rater des cours, c'est un geste très important, surtout pour les étudiants qui aspirent à rejoindre un ordre professionnel* », affirme un membre de l'AFESPED*. En contexte de grève, de bonnes « *capacités d'adaptation* » sont essentielles pour garder le cap, selon le groupe.

Si l'AFESPED est régulièrement en grève, c'est en partie à cause de son approche « *de combat* », selon Rémi Grenier. À force de se heurter à des portes closes en tentant de négocier avec la direction de l'UQAM, l'AFESPED « *n'ira pas toujours négocier* », prétend-il. « *Des fois, on voit des gains après cinq ans de négociations, tandis qu'avec des moyens de pression, on voit des gains en une session.* »

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

La présence d'entre 0,7 % et 2 % des membres est requise pour voter une grève de moins de trois jours.

Les grèves à l'UQAM semblent être devenues monnaie courante. La professeure titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal Pascale Dufour explique que « *l'utilisation récurrente d'un même moyen de pression demande une créativité si on veut qu'il continue à attirer l'attention.* »

La grève du 9 novembre pour la Palestine n'a d'ailleurs reçu aucune couverture médiatique autre que celle du *Montréal Campus*.

Règlements remis en question

Les statuts et règlements sont les principaux guides des associations étudiantes. S'ils sont censés guider les procédures et les décisions, leurs articles sont sujets à l'interprétation, ce qui laisse place à certains cafouillages.

À l'AFELC, la légitimité de la grève pour la Palestine a été remise en cause par des membres, a avoué Marek Cauchy-Vaillancourt, responsable de la coordination de l'association.

La proposition de cette grève s'est jointe à l'ordre du jour d'une assemblée générale, qui portait pourtant sur une autre grève concernant la salarisation des stages, semant le doute quant à la recevabilité d'un tel ajout.

Idem à l'AFESPED : alors que l'assemblée devait débattre de la tenue d'une seule grève, deux autres causes à défendre se sont ajoutées en cours de route. Résultat : cinq journées de grèves ont finalement été votées.

« *C'est malheureux quand un exécutif qui a été élu décide de tronquer ses propres règlements. Le præsidium n'aurait pas dû accepter cette proposition* », dénonce un membre de l'AFESPED*.

Les associations se prononcent

Les associations ont ainsi choisi un camp dans un enjeu largement polarisé mondialement : le conflit Israël-Hamas. Des associations se sont fermement positionnées, au nom de tous leurs membres, du côté palestinien.

Alors qu'au même moment, une bagarre éclatait à l'Université Concordia et des coups de feu étaient tirés sur des écoles juives, les associations étudiantes paraient le pavillon Judith-Jasmin de drapeaux palestiniens en scandant « *Israël terroriste, UQAM complice* ».

Après une journée de manifestation pro-Palestine, l'Association générale des étudiants en communication (AGEC) a fait sourciller plusieurs de ses 700 membres en les sondant sur leur position sur le conflit avec un référendum.

Le comité exécutif souhaitait prendre le pouls de ses membres avant de « *se positionner contre l'apartheid israélien* » et de diffuser le contenu journalistique qu'il juge « *de qualité* ».

> **Le pouvoir de tenir un référendum ne figure pourtant pas dans les statuts et règlements de l'AGEC. Rien n'encadre la tenue d'un tel vote.**

Lors de son envoi, ni sa date de fin, ni la manière de colliger les données n'étaient spécifiées. Sans le couvert de l'anonymat, les membres devaient inscrire leurs noms et leurs codes permanents sur le formulaire avant de répondre.

Ce n'est que cinq jours plus tard que l'AGEC a informé ses membres que le scrutin avait toujours lieu et qu'il prendrait fin le 22 novembre.

Une de ses instigatrices, Marianne Richard, qui est trésorière à l'AGEC, interprète différemment les statuts et règlements. « *En théorie, il n'y a aucune mention dans les statuts et règlements qui exclut que l'AGEC peut prendre de nouvelles initiatives pour sonder sa population* », dit-elle.

OU MACHINE À GRÈVE ?

Marianne Richard précise toutefois que les statuts et règlements ont primauté, ce qui fait qu'un membre de l'AGEC pourrait questionner la validité de ce référendum lors de la prochaine assemblée générale, qui aura lieu à l'hiver 2024. Quelque 139 membres se seraient prononcés en majorité en faveur des propositions, selon les chiffres de l'AGEC, que le *Montréal Campus* n'a pu vérifier. L'association dit pouvoir s'appuyer sur ces résultats pour coordonner ses actions.

Au même moment, la Cour supérieure du Québec ordonnait à une association étudiante de l'Université McGill de ne pas appliquer ses politiques pro-Palestine après qu'une étudiante de confession juive a dénoncé leur caractère haineux.

En réaction, l'AGEC a dénoncé « *toute manifestation violente ou discriminatoire* », sans reculer pour autant.

Majorité silencieuse

Les responsables des associations s'entendent pour dire que leurs membres s'impliquent peu, tant au niveau des activités que lors des assemblées générales. Ils et elles blâment « *l'effritement de la mobilisation causé par la pandémie* ».

Les associations tentent de susciter l'intérêt de la population uqamienne avec des affiches, des courriels et des publications sur les réseaux sociaux. Malgré tout, les quorums peinent parfois à être atteints pour la tenue d'assemblées générales, qui se déroulent presque toujours en présentiel.

À cet effet, la tenue d'assemblées en comodal, ou simplement en ligne - comme c'était le cas durant la pandémie - fait souvent l'objet de débats.

« *La démocratie étudiante est un enjeu majeur. L'ensemble des étudiantes et des étudiants doit pouvoir faire entendre sa voix* », indique le service des communications de l'UQAM par courriel. « *Rendre accessible le vote électronique serait une façon d'améliorer la démocratie étudiante. L'UQAM possède cet outil technologique qu'elle peut mettre à la disposition des associations.* »

Le 1er novembre dernier, la tenue d'une assemblée générale extraordinaire de l'AFESPED a dû être reportée, faute de participation à l'assemblée. Lors de la reprise de cette assemblée, un avis de motion proposant que les assemblées générales devraient se tenir strictement en présentiel a tout de même été déposé.

Une membre de l'AFESPED* a également déploré des comportements hostiles lorsque certaines personnes osaient prendre la parole en assemblée, ce qui justifierait qu'ils n'aient pas envie d'y retourner.

« *Il y a un manque de respect envers les étudiants qui sont contre les mandats proposés lors des assemblées générales. On entend des ricanements ainsi que des soupirs* », affirme-t-elle.

Accueil hostile

Que peuvent faire les membres qui ont une opinion différente de celle de leur association ? « *S'ils veulent changer des choses, c'est par le rapport de force d'un mouvement collectif contre celui d'un autre qu'ils vont parvenir à modifier l'allégeance* », selon la professeure titulaire du Département de science politique de l'Université de Montréal Pascale Dufour.

Sophia*, qui s'est impliquée auprès de différentes associations de l'UQAM, croit que la force du nombre n'est pas suffisante. « *La meilleure façon de faire changer les choses, c'est d'avoir un poste au comité exécutif, car il donnera un peu de pouvoir décisionnel sur les enjeux qui seront débattus en assemblée,* explique-t-elle. *Ce sont des stratégies qui ont été adoptées dans le passé.* »

Selon son expérience, elle témoigne d'un accueil bien différent. Elle décrit les comités exécutifs de certaines associations facultaires comme étant des terrains de chasse gardée et dénonce le rapport de force qu'ont les associations face au reste de la population étudiante.

Certaines associations sont dotées de cahiers de positions ayant pour but de préserver la ligne de pensée historique.

Sophia soutient qu'il est difficile de faire valoir des opinions qui divergent de ces positionnements. Il s'agit pourtant du droit des étudiants et étudiantes qui payent une cotisation à l'association étudiante. « *Si quelqu'un apporte un projet ou une opinion qui va à l'encontre de celles que prône l'association,* [le comité exécutif] *ne considère même pas la proposition* », explique-t-elle.

Difficile de lâcher prise

La responsable des affaires uqamiennes de l'Association facultaire étudiante de sciences humaines (AFESH), Ariane Monzerolle, explique que « *les gens qui sont à l'exécutif sont dans le mouvement militant depuis longtemps. Ils deviennent absorbés par ce qu'ils font, alors ça peut devenir difficile de lâcher prise.* »

En effet, les membres du conseil exécutif de l'association auraient pour mission de se ranger du côté des positions de l'association sans faire prévaloir les leurs. En assemblée générale, ils ont cependant le droit de faire valoir leurs opinions, puisqu'ils y participent à titre de membre de l'association.

À ce sujet, Marek Cauchy-Vaillancourt de l'AFELC soutient que « *l'espace politique n'est pas neutre, mais on essaie de ne pas influencer les membres lors des assemblées générales* ».

Lors de l'assemblée générale de l'AFELC du 6 novembre, une étudiante a demandé l'exemption de son cours des grèves puisqu'un conférencier était invité.

Celle-ci s'est fait répondre par M. Cauchy-Vaillancourt que des « *demandes comme la sienne font baisser le poids des revendications de l'AFELC* ». Les membres des conseils exécutifs ont pourtant été unanimes : ils souhaitent créer « des espaces inclusifs » et ouverts à la « diversité d'opinion ».

Qu'en disent les règlements ? L'UQAM et la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants s'entendent sur une définition minimaliste du rôle des associations étudiantes.

> « On ne fait pas que déclencher des grèves. »
>
> **Rémi Grenier, responsable des communications à l'AFESPED**

Elles ont pour fonction de représenter des étudiants et de défendre leurs intérêts. « *Personne de l'externe ne peut choisir* », explique Pascale Dufour. Il revient donc strictement à l'assemblée générale et aux membres qui y participent de débattre pour gérer leur organisation, précise-t-elle. Avec une faible implication et en l'absence de débat ou d'opposition au sein des assemblées générales, cette liberté accordée aux associations semble avoir donné lieu à un déséquilibre.

Les associations sont responsables de défendre les étudiants et les étudiantes en cas de litige, de les représenter auprès des instances de l'Université, d'organiser des activités et de fournir des ressources, entre autres. Chaque association étudiante manipule et gère les centaines de milliers de dollars que leur octroient leurs membres par le biais des cotisations perçues avec les frais de scolarité. Le service des communications de l'UQAM dit remarquer qu'un « *certain nombre d'étudiants s'interrogent sur les modes de gouvernance et des associations étudiantes* ». Les étudiantes et étudiants consulté(e)s s'entendent pour dire que la réflexion critique sur les enjeux sociaux et l'engagement social forgent l'identité de l'UQAM et qu'ils contribuent à son rayonnement.

Entre les murs de l'université, la vitalité des débats et le poids des luttes étudiantes semblent cependant être mis à mal par la passivité des membres et les impacts des grèves sur les parcours étudiants.

**L'anonymat a été accordé à ces personnes, car elles craignent des représailles.*

Quorums pour les grèves de moins de 3 jours

Association facultaire étudiante	Étudiant(e)s inscrits	Quorum	Appui minimal pour entrer en grève*
de science politique et droit (AFESPED)	1 754	35 (2%)	18
des langues et communication (AFELC)	2 541	20 (0.8%)	11
des sciences humaines (AFESH)	4 452	45 (1%)	23
des arts (AFEA)	3 010	30 (1%)	16
du secteur des sciences (AESS)	3 309	30 (0.9%)	16
des sciences de l'éducation (ADEESE)	4 657	47 (1%)	24
des sciences de la gestion (AEESG)	11 058	75 (0.7%)	38

**Méthodologie : 50 % du quorum + 1*

Statistiques d'inscription 2022-2023, UQAM. Certains étudiants inscrits ont renoncé à leur adhésion et ne sont pas membres de leur association facultaire. Quorum d'assemblée générale, selon la dernière version des statuts et règlements disponible en ligne.

ÉDITORIAL

De l'angoisse, mais de l'espoir

Le monde médiatique vit des moments difficiles

PHILÉMON LA FRENIÈRE-PRÉMONT
ET MIA GAGNÉ VINCENT

Des coupures à TVA, la fermeture du journal *Métro*, un gel d'embauches à Radio-Canada, puis d'autres coupures à TVA… Une crise des médias 2.0 pèse sur les journalistes. Mais aussi sur ceux et celles qui le deviendront demain.

Les membres du *Montréal Campus* n'ont pas le moral au plus haut depuis quelques semaines. La crainte de ne pas pouvoir pratiquer notre métier à la sortie du baccalauréat en journalisme est un facteur de stress considérable pour la plupart d'entre nous.

Lors de notre première session en 2021, la direction du programme nous informait que le taux de placement à la sortie du bac atteignait 80 %. L'année suivante, il était à 100 % ! C'est donc dire qu'il y a quelques mois seulement, les diplômé(e)s avaient un emploi presque garanti à leur sortie des bancs d'école. Une maigre année plus tard, il est prévu qu'un(e) finissant(e) sur trois n'aura pas d'emploi en journalisme à sa sortie de l'UQAM. Parions que ce nombre augmentera l'an prochain.

Malgré la crise des médias de la fin des années 2000 et du début des années 2010, les possibilités d'emploi étaient incroyables lorsque nous avons entamé notre baccalauréat. Les coupes dans notre domaine sont arrivées assez subitement. Ces abolitions de postes sont dues en grande partie au manque de fonds des médias, lui-même dû à une baisse des revenus constante. Cette diminution s'explique par plusieurs facteurs.

Différentes études publiées récemment nous confirment qu'une bonne partie des citoyens et citoyennes vivent une fatigue médiatique et ont de moins en moins confiance en le travail des journalistes et en la neutralité des médias d'information.

Les médias peinent aussi à rejoindre les jeunes. La moyenne d'âge des téléspectateurs et des téléspectatrices du téléjournal de Radio-Canada est de 55 ans. Alors que les bulletins de nouvelles offrent de l'information fouillée et corroborée par les journalistes, nous savons que l'information consommée par les jeunes sur les réseaux sociaux est souvent moins crédible. Ce ne sont pas seulement les jeunes qui s'informent sur les réseaux sociaux. En 2022, le tiers des adultes québécois(e)s les utilisaient comme source principale d'information. Il serait important d'y retrouver de l'information fiable et vérifiée par des journalistes qualifié(e) s. Donc, à quand un virage plus radical de tous les médias québécois sur ces plateformes ? Quand investirons-nous réellement des ressources dans le journalisme sur les réseaux sociaux pour rejoindre les jeunes et les moins jeunes ? Nous comprenons aussi que les réseaux sociaux sont un couteau à double tranchant. Il suffit de penser au blocage des nouvelles de Meta, qui a, selon toute vraisemblance, empiré la chute des revenus publicitaires des médias québécois et canadiens. Bref, une proportion grandissante de la population s'informe sur les réseaux sociaux, mais ceux-ci peuvent se retourner contre nous.

Alors, que fait-on ? La réalité est que nous devons nous réinventer. Les médias doivent user de créativité et sortir des sentiers battus pour aller chercher des revenus et intéresser la population québécoise à son contenu. Il faudra trouver la recette du succès. Malgré tout, l'équipe du *Montréal Campus* est persuadée que le journalisme n'est pas menacé. À travers les années, les décennies et même les siècles, il s'est adapté. Récemment, après la crise des médias de la fin des années 2000, les journaux ont pour la plupart migré sur les plateformes numériques. Le virage s'est entamé il y a un peu plus de 10 ans seulement. Les médias québécois sont encore en période d'adaptation. Ils commencent à pointer le bout du nez sur TikTok et YouTube, par le biais de médias « petits frères », comme Rad. Laissons leur le temps de s'adapter. Certains survivront, d'autres non, malheureusement. Les médias régionaux seront probablement les plus mis à mal par cette crise. Mais voilà, le journalisme dans son ensemble n'est pas éteint. Et il ne le sera jamais. Il s'adaptera aux époques, comme il l'a toujours fait. Cette édition papier du *Montréal Campus* est une ode au journalisme et à tout ce qui l'entoure. De l'enquête, des scoops, des articles de fond, des chroniques, un éditorial, une page de contenu photographique, un mot croisé, un quiz, de la publicité, presque tout y est. Sans oublier les reportages vidéo et radio qui accompagnent la publication du journal. Cette publication, bien humblement, est notre manière de célébrer le journalisme et de continuer à le faire vivre. ❖

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Malgré un avenir incertain pour les médias, les membres de notre équipe gardent la tête haute.

Rédacteur en chef : Philémon La Frenière-Prémont | **Directrice de l'information:** Mia Gagné Vincent | **Chef(fe)s pupitres UQAM** : Noémie Laplante et Justin Vaillancourt **Société** : Zachariel Cossette-LeBlanc et Alice Fournier | **Culture** : Gabrielle Fallu et Léo Mercier-Ross | **Vidéo** : Félix Rompré et Ulysse Desjardins | **Radio** : Marilaure Lambert et Maylis Roumy | **Directrices artistiques** : Élizabeth Martineau et Chloé Rondeau | **Correcteur(ice)s** : Thomas Emmanuel Côté et Sophie Mediavilla-Rivard | **Médias sociaux :** Naomie Duckett Zamor | **Conception graphique** : Fernando Calderón et Vincent Lapointe | **Impression** : Hebdo Litho | **Vigies de la diversité** : Malika Alaoui et Naomie Duckett Zamor | **Journalistes** : Malika Alaoui, Justine Bertrand, Philip Bossé, Camille Desjardins, Naomie Duckett Zamor, Gabrielle Fallu, Camille Labelle, Jacob Langlois-Pelletier, Sami Rixhon, Charles Séguin, Marie Senécal, Vincent Tardif, Sarah-Jeanne Tremblay, Clémence Vallières, | **Photographe** : Alice Young

Prière de recycler ce papier journal

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

est publié par
Les Éditions Montréal Camping inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
Site web : **www.montrealcampus.ca**
Courriel : **montrealcampus@gmail.ca**
Instagram : **@instamontrealcampus**
X (Twitter) : **Montréal Campus**
YouTube : **Montréal Campus**

VOL. XLVII | NO.1 | 1ER DÉCEMBRE 2023

ISRAËL-HAMAS

Le conflit s'invite à l'UQAM

PHILIP BOSSÉ

Même si la guerre Israël-Hamas est bien loin de l'UQAM, elle ébranle la vie de plusieurs membres de la communauté uqamienne.

Sarah Benchaya, une étudiante juive au baccalauréat en sciences politiques, vit des moments difficiles. « *Ce sont des Juifs qui n'ont rien à voir avec tout ça qui se font battre dans les rues, cracher dessus et mettre des symboles nazis sur leurs portes. C'est horrible, ça ne va pas aider la libération de la Palestine* », déplore la femme d'origine israélienne.

À la suite de l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre dernier, Israël a déclaré la guerre à cette organisation, ce qui a aggravé le conflit qui dure depuis 1948. « *J'ai beaucoup de peine par rapport à ce qui se passe, c'est compliqué à vivre psychologiquement. Les images d'enfants, qui pleurent leurs parents, que ce soit les enfants israéliens ou palestiniens, ça vient me chercher* », témoigne Meriem* une étudiante d'origine algérienne. Découragée, elle ne veut pas s'impliquer dans les manifestations pro-Palestine.

> « J'ai beaucoup de peine par rapport à ce qu'il se passe. »
>
> **Meriem*, étudiante de l'UQAM**

« *Je vois des gens qui sont tellement forts et qui s'impliquent. Bravo à eux, mais .il y en a qui veulent juste aller bien.* »

Le conflit affecte les études de ceux et celles qui sont touché(e)s de près par celui-ci. Pour plusieurs étudiants et étudiantes interviewé(e)s par le *Montréal Campus*, il est difficile de se concentrer pendant les cours et les examens. « [Le conflit] *a beaucoup affecté mes études. Je rédige un projet de recherche. En ce moment, je ne suis pas capable de travailler sur celui-ci. Je ne suis pas la seule dans cette situation* », explique Melissa*, une étudiante d'origine libanaise.

L'UQAM retire des affiches

Au début du mois d'octobre, des affiches pour une manifestation pro-Palestine, placardées sur les murs par l'organisation La Riposte socialiste, ont été retirées par l'administration de l'UQAM car elles étaient jugées trop « *clivantes* ». Sur ces affiches, il était inscrit « Palestine libre, intifada ». « *Quelqu'un de l'administration de l'UQAM est venu nous voir et nous a dit qu'on allait devoir retirer nos affiches parce qu'elles allaient à l'encontre de nos politiques. On était un peu choqué de tout ça* », a commenté Olivier Turbide, membre de La Riposte socialiste.

« *Pour nous, c'est clair, ça fait partie d'une offensive plus générale dans les médias, dans la classe dominante, dans les institutions, comme les universités en général, qui essaient de vraiment* [cacher] *n'importe quelle critique de l'État d'Israël* », ajoute-t-il. Une réunion de sensibilisation a tout de même eu lieu le 16 octobre dernier et se serait déroulée sans problème.

« *L'affichage n'était pas autorisé en raison du fait qu'il s'agit d'un groupe qui n'est pas reconnu par l'Université comme étant un groupe étudiant et parce que le contenu de l'affiche, qui faisait référence à l'intifada, représentait un appel à la violence, ce qui n'est pas acceptable pour l'Université* », a expliqué Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM, pour justifier le retrait.

« *Ça me met hors de moi. Je ne comprends pas. On fait juste défendre ce qui doit être défendu* », s'insurge Bachir Ibrahim, étudiant libanais au baccalauréat en relations internationales et droit international à l'UQAM, lorsqu'il a appris le retrait des affiches de La Riposte. Pour lui, la manière dont le conflit est présenté dans les médias occidentaux est très dérangeante. « *J'ai l'impression que dans la façon dont ils traitent le sujet, le droit humanitaire est moins important pour* [les Palestiniens et les Palestiniennes] *que pour* [les Israéliens et les Israéliennes] », déplore-t-il. Bachir souhaite que dans le futur, les individus « *s'informent autrement que par les médias occidentaux* », qui seraient « *souvent très biaisés* ». « *Il faut voir d'autres points de vue qui présentent des éléments d'une façon différente, ça aide à mieux comprendre* », ajoute-t-il.

Échos du conflit

« *Je le dis tout de suite, il y a une règle. On va discuter de la façon dont on représente le conflit et on va discuter de la façon dont il y a un débat, entre autres à travers les médias, mais on ne prend pas position* », affirme Roland-Yves Carignan, chargé de cours à l'École des médias de l'UQAM, au début d'un de ses cours. Les étudiants et les étudiantes interviewé(e)s par le *Montréal Campus* ont tous et toutes indiqué que les professeur(e)s et chargé(e)s de cours de l'UQAM restreignent la discussion de l'enjeu en classe. « *Il y a quelques étudiants qui ont essayé dans plusieurs de mes cours de parler du sujet, mais les professeurs ont arrêté la conversation, en disant que ça n'avait pas rapport avec le cours* », raconte Sarah Benchaya.Les étudiants et les étudiantes pro-Palestine interviewé(e)s sont d'accord avec l'idée que l'UQAM est un endroit sécuritaire pour exprimer leurs opinions. Bachir Ibrahim doit cependant se censurer à certains moments. « *Tu ne peux pas essayer de comprendre les propos du Hamas sans paraître comme défenseur du Hamas. Alors que tu ne défends pas le Hamas, tu essaies de comprendre ce qui a mené à ces attaques* », déclare-t-il. Le Hamas est considéré comme une organisation terroriste par la majorité des pays occidentaux.

Sarah Benchaya a choisi de ne pas donner son opinion sur le sujet. « *Je connais des Juifs qui se sont fait attaquer physiquement dans leur école. Alors pourquoi je me mettrais dans une position où on peut me battre et où je ne peux pas me défendre ?* »

Selon elle, il est important pour les étudiants et les étudiantes de l'UQAM « *de se rappeler que quand tu discutes des choses comme ça, tu parles à un humain et que la violence et la haine, ce n'est pas la solution pour ta cause. Ça ne sera jamais la solution pour aucune cause* ».

**L'anonymat a été accordé à ces personnes car elles craignent des représaiilles*

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

Des graffitis pro-Palestine tapissent les murs du pavillon Hubert-Aquin, à l'UQAM, signe que les étudiants et étudiantes ont choisi leur camp.

Entre les murs

CHRONIQUE

Nous sommes le cégep du Québec à Montréal

NOÉMIE LAPLANTE

Souvent surnommée « gros cégep », l'UQAM jouit d'une mauvaise réputation depuis belle lurette. Le nouveau recteur Stéphane Pallage a beaucoup de travail à faire pour redorer la réputation de l'UQAM.

Alexandre Gervais, étudiant en urbanisme, a considéré l'UQAM et l'Université de Montréal (UdeM) lors de son retour aux études. Son choix s'est finalement arrêté sur l'UQAM en raison de l'atmosphère et de l'accueil chaleureux des étudiants et des étudiantes. « *J'avais certains préjugés par rapport à l'UQAM… des préjugés véhiculés dans les médias et par les gens* », affirme-t-il. Mais, lors de sa visite à l'UdeM, il a ressenti qu'il ne « *"fittait" pas dans le moule* », tandis que l'ambiance accueillante de l'UQAM l'a rejoint.

Tout comme cet étudiant, j'ai ressenti un certain malaise en effectuant un transfert de l'Université McGill à l'UQAM. Alors que McGill vend des t-shirts et autres produits « McGill Mom », « McGill Dad » et « McGill Youth » pour les petits et petites futur(e)s McGillois(es), l'UQAM possède une sélection beaucoup plus limitée d'articles promotionnels. Il va sans dire qu'en tant qu'ancienne McGilloise, je n'attire pas les mêmes commentaires élogieux quand je m'autoproclame fière uqamienne, bien que cette réalité soit maintenant acceptée par les membres de ma famille. Toutefois, il faut reconnaître que certaines philosophies de ma nouvelle université, dont McGill ne profite pas, comme un apprentissage plus axé sur la pratique que la théorie, représentent un atout important pour notre réussite et nous exposent rapidement aux réalités du travail.

L'UQAM est le souffre-douleur des chroniqueurs et chroniqueuses et de plusieurs étudiants et étudiantes qui perçoivent le processus d'entrée comme facile ou encore qui qualifient nos diplômes de « bacs à rabais ». Peut-être bien que l'UQAM a des exigences d'entrée moindres. Or, il faut se rappeler de son but premier : démocratiser l'éducation. Plusieurs étudiants et étudiantes aux parcours scolaires difficiles et à la cote R moins compétitive ne réussissent pas à entrer dans des programmes universitaires contingentés. L'UQAM représente, pour ces derniers et dernières, une fenêtre qui s'ouvre quand la porte se ferme.

L'UQAM a également permis à 300 000 personnes d'obtenir un diplôme, et ce, « *en allant chercher des étudiants qui n'avaient pas encore de diplômes universitaires dans leur famille* », a affirmé M. Pallage en entrevue avec le *Montréal Campus*.

Michel Hébert, chroniqueur au Journal de Québec, a dressé le portrait de « *cette belle jeunesse uqamisée, anneau à la narine, soigneusement mal rasée, hirsute à point, toute prête et coquette pour son rendez-vous avec les télés continues* ». L'image de grévistes militant(e)s *wokes* revient sans cesse. Or, il s'agit d'une minorité bruyante à laquelle on donne souvent la parole dans les médias.

En plus de cela, les *wokes*, comme on les appelle souvent, sont à l'écoute des enjeux sociaux et mettent au premier plan les besoins de tous et de toutes et des groupes plus vulnérables. Selon le recteur, c'est une des forces mêmes de notre université. « *L'UQAM, c'est une université qui n'a pas froid aux yeux, qui est à l'avant-garde.* »

Malgré tout, Stéphane Pallage défend sans relâche son université. « *Moi, la réputation de l'UQAM, je trouve qu'elle est excellente.* »

L'UQAM a permis de former 300 000 diplômé(e)s depuis sa création, en 1969, soit autant que l'Université McGill en plus de 200 ans, ce que le recteur a mis de l'avant à de nombreuses reprises. Les étudiants et les étudiantes diplômé(e)s sont fiers et fières de leur parcours, l'UQAM se retrouve au premier rang des universités québécoises en recherche (parmi les universités sans faculté de médecine selon le palmarès Research Infosource), le corps professoral a le mérite d'être près de leur communauté étudiante.

Malgré cela, la mauvaise réputation de l'UQAM subsiste et le recteur n'a pas réussi à identifier des solutions concrètes pour mettre fin à cette problématique. « *Peut-être que c'est parce qu'ils ne connaissent pas l'UQAM* », a-t-il dit. Dans ce cas, M. Pallage, comment comptez-vous leur faire découvrir notre belle université ? ❖

LANGUE

Pas de déclin du français à l'UQAM

SARAH-JEANNE TREMBLAY

La qualité du français des étudiants et des étudiantes de l'UQAM n'est pas en chute libre, contrairement à ce que laissent croire certains discours alarmistes.

De nombreux articles de journaux écrits en 2022 et 2023 sonnent l'alarme. « *Beaucoup de jeunes parlent mal et c'est gênant* », a par exemple écrit Madeleine Pilote-Côté dans *Le Journal de Montréal* en septembre dernier.

À l'UQAM, certains programmes ont des exigences de français liées aux besoins de l'emploi. C'est le cas du *baccalauréat en journalisme* et des programmes d'enseignement au primaire et au secondaire. Dans ces champs d'études, on remarque que le niveau de français des étudiants et étudiantes est plutôt stable.

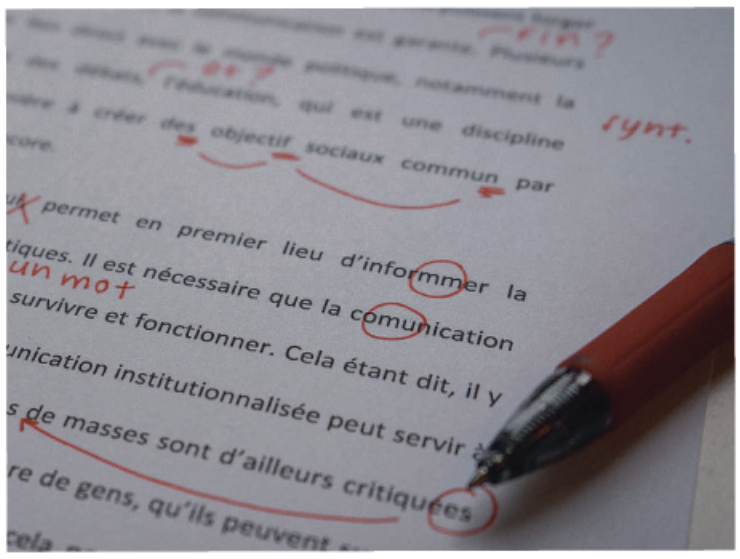
« *Globalement, la qualité du français des étudiants en journalisme me semble stable, mais il faut préciser que c'est un programme très contingenté. Juste pour 2023-2024, le programme a refusé près de 180 personnes* », mentionne Patrick White, directeur du programme de journalisme de l'UQAM.

Même si à l'automne 2022, seulement 54 personnes (pour un contingent de 60) avaient été prises au baccalauréat en journalisme dû au critère de la langue, cet automne, plus de 60 personnes ont été sélectionnées. Ce chiffre varie d'année en année, sans tendance à la baisse.

Aide disponible

Ophélie Tremblay, professeure au Département de didactique des langues et directrice du Centre d'aide en français écrit et oral (CAFÉO), aide les étudiants et les étudiantes à se préparer aux tests de français standardisés.

Elle indique que le nombre d'étudiants et d'étudiantes utilisant le service « *reste assez stable, parce qu'il y a toujours des étudiants qui ont besoin de plus qu'un essai avant de réussir le test* ». Le parcours universitaire est aussi une manière pour les étudiants et étudiantes de développer leur niveau de français. « *Dans mes cours, j'observe qu'en quatrième année, les étudiants en enseignement ont une belle pensée réflexive et s'expriment bien. Ça paraît que les années de formation universitaire ont contribué à augmenter leur niveau de littératie* », affirme Mme Tremblay.



CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Plusieurs cours de rattrapage en français sont offerts à l'UQAM.

Un défi qui persiste

Même si l'on observe pas un déclin du français chez les étudiants et étudiantes de ces deux programmes, le français écrit peut rester un défi pour certains.

« *Il faut noter qu'un bon nombre des étudiants admis doivent prendre des cours de rattrapage en français pour pallier leurs lacunes en la matière* », fait remarquer M. White. En 2023, sur les 102 personnes ayant réussi la première étape des sélections pour le programme de journalisme (c'est-à-dire la partie écrite), 29 ont été identifiées comme nécessitant le cours de rattrapage en français LIN1014. Tomy Tanguay, étudiant au baccalauréat en journalisme à l'UQAM, a décidé de prendre un cours de français à la prochaine session même s'il ne fait pas partie du près du tiers des étudiants et étudiantes en journalisme obligé(e)s de prendre le cours. « *J'ai décidé de suivre un cours de français quand même, parce que je ne sens pas que j'ai le niveau* », explique l'étudiant.

Promouvoir le français

En 2012, l'UQAM a créé la politique 50 relative à la langue française, qui met en place des normes d'utilisation du français chez les étudiants et étudiantes ainsi que chez le personnel. Les missions du recteur s'inscrivent aussi dans la même lignée que cette politique.

« *L'une des priorités du recteur est de maintenir et de déployer l'offre de formation en français, en adéquation avec le rôle qui a été confié à l'UQAM lors de sa fondation* », indique Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM.

« *Depuis son entrée en fonction, en avril dernier, il fait valoir haut et fort l'importance de la mission de l'UQAM pour la valorisation du français à Montréal et pour la francisation* », renchérit-elle. « *L'UQAM a depuis longtemps des partenariats avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration destinés à la francisation des personnes immigrantes* », ajoute Jenny Desrochers. C'est de cette manière que le recteur souhaite « *contribuer à la vitalité du français dans la métropole* ».

Le CAFÉO tente aussi d'élargir son mandat de valorisation du français à toute la communauté de l'UQAM en organisant, par exemple, un concours de rédaction de dictée qui sera accessible à tous et à toutes en février prochain. « *Le rôle de l'UQAM comme moteur francophone universitaire et moteur de francisation sera renforcé dans les prochaines années grâce aux priorités du nouveau recteur. Je suis confiant pour l'avenir* », dit Patrick White.

CARRIÈRE

Que faire avec un bac « inutile » ?

MALIKA ALAOUI

Dans un paysage académique où la plupart des avenues offrent des débouchés clairs et tangibles, certains programmes sont parfois considérés comme inutiles, malgré la richesse des connaissances qu'ils offrent.

« *J'ai eu un éveil philosophique avec les cours proposés* [au cégep]. *J'ai été chanceux, mes professeurs m'ont posé de bonnes questions et m'ont donné le goût de la philo* », explique Émile Dubois, étudiant de deuxième année au *baccalauréat en philosophie* à l'UQAM.

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

De nombreux clichés perdurent sur le baccalauréat en philosophie.

Un cliché persiste d'après l'étudiant : la philosophie mène uniquement à la profession d'enseignant.

« *Quand les gens pensent au prof de philo, ils visualisent un vieux croûton qui enseigne depuis 50 ans, mais il y a plus de débouchés qu'on pourrait penser. Par exemple, tout l'aspect logique de la philo offre des débouchés en informatique* », explique-t-il. La logique enseignée en philosophie est essentielle à la conception d'algorithmes et à la résolution de problèmes, d'après l'étudiant.

Elle contribue également à la création de logiciels fiables qui permettent le développement d'une pensée structurée en programmation.

Un bac complet et varié

Selon Émile Dubois, le *baccalauréat en philosophie* à l'UQAM est complet, touchant à de nombreuses périodes historiques et à plusieurs courants de pensée.

« *On parle de logique, de rhétorique, de bien parler et de reconnaître le sophisme, mais aussi de sujets variés comme la philosophie de l'amour, de la sexualité, de l'amitié, et la philo des sciences naturelles comme une méta-analyse des sciences* », explique Émile Dubois. Pour lui, la philosophie est un atout dans n'importe quel domaine professionnel. « *Il y a un certain* thrill *de trouver du potentiel dans ce domaine riche et varié* », souligne Émile.

Le *baccalauréat en philosophie* offre la possibilité de réaliser des stages en enseignement au niveau collégial, ce qui permet aux étudiants et aux étudiantes d'envisager une carrière en enseignement, un domaine lourdement touché par la pénurie de main-d'œuvre.

Au-delà des préjugés

Coline Pelletier a obtenu un *certificat en études féministes* de l'UQAM l'an dernier. Après une pause de deux ans entre le cégep et l'université, elle a cherché quelque chose qui l'intéressait vraiment et qui la motiverait à retourner à l'école.

« *Je n'ai pas ressenti de pression par rapport à mes choix, mes parents voulaient que je fasse des études peu importe qu'il y ait des débouchés clairs ou non, ils voulaient que je m'éduque* », explique-t-elle. Coline Pelletier s'intéressait notamment à des sujets comme la psychologie et le travail social ; *le certificat en études féministes* a été une révélation pour elle.

« *Ça touche tellement à tout et ça m'a guidée vers des sujets qui m'intéressaient puisque je n'avais pas beaucoup d'idées* », raconte l'étudiante. Elle soutient l'importance des cours de sciences humaines pour mieux comprendre le monde avant de s'engager dans n'importe quel métier.

« *Après le certificat j'avais deux idées : travailler dans le communautaire et les arts. Cette année j'ai commencé un certificat en arts, mais j'aime moins* [le certificat] *que les études féministes. Je pense éventuellement me tourner vers le* baccalauréat en psychosociologie *qui m'intéresse énormément. Avoir les études féministes en plus de la psychosociologie, ça m'aiderait beaucoup* », détaille Mme Pelletier.

« *Dans mes cours d'introduction, j'explique toujours aux étudiants que je ne serai jamais capable de les convaincre que les études en philosophie ou en sciences des religions sont nécessaires, mais je pense être capable de les convaincre que c'est* [important] », dit Joël Madore, philosophe et professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM.

Des questions de rentabilité

Le professeur insiste sur le rôle crucial de ces disciplines dans la réflexion sur des questions fondamentales de l'existence telles que l'amour, la justice et le sens de l'amitié.

Joël Madore déplore une tendance qui priorise la rentabilité des recherches au détriment de la pédagogie d'enseignement. Il critique le système qui valorise exclusivement l'utilité immédiate, laissant peu de place à l'enseignement pour le simple plaisir de l'inutile et de l'étonnement.

« *Il faut constamment se justifier et rentabiliser une recherche qui doit être de plus en plus productive* », constate-t-il avec un arrière-goût d'amertume.

Entre les murs

CHRONIQUE

Chialer pour chialer

JUSTIN VAILLANCOURT

Être journaliste est un travail ingrat. Étant chef du pupitre UQAM, j'ai la responsabilité de trouver des sujets qui entourent notre université. Cela veut forcément dire essayer de trouver des problèmes. Combien de fois dois-je m'interroger sur ce qui ne tourne pas rond dans l'université ? Chercher des problèmes qui sont à mon sens parfois absurdes ?

La vérité est simple : les choses vont (pour la plupart) bien, à l'UQAM. Pensons-y un instant. L'UQAM offre plusieurs formations de qualité et est un chef de file dans plusieurs domaines.

En se fiant à ce que l'on entend dans les médias, sur les réseaux sociaux ou même dans les couloirs bruns de l'université, l'UQAM serait une institution en décrépitude, rongée par le *wokisme*, offrant des baccalauréats à une communauté étudiante paresseuse.

La réalité est pourtant tout autre. L'expérience étudiante de l'UQAM est loin d'être aussi mauvaise que celle décrite par plusieurs. À force de voir les choses avec une vision militante, il est facile d'oublier que l'UQAM est somme toute un endroit agréable où étudier. « *Une culture militante, c'est important d'en avoir une, mais il ne faut pas s'abaisser à revendiquer tout ce que l'on peut pour nos besoins à court terme* », dit Thomas-Xavier Mousseau, étudiant au *baccalauréat en médias interactifs*. Sa vision est partagée par plusieurs qui n'osent pas toujours prendre la parole sur la place publique. Les étudiants et étudiantes, particulièrement ceux et celles de l'UQAM, aiment militer et revendiquer. Cela constitue certainement une richesse de notre institution, mais essayer de constamment « trouver des bibittes » à l'administration, c'est de la mauvaise foi, rien de plus. On dit qu'il ne faut pas mordre la main qui nous nourrit et ça devrait être le cas dans notre institution. Certes, quelques revendications étudiantes sont légitimes et même nécessaires pour faire perdurer l'institution dans le temps. Par exemple, le combat mené pour la rémunération des stages est capital. La grève menée par l'ADEESE à ce sujet l'an dernier était importante pour éviter un préjudice aux enseignants et enseignantes en devenir.

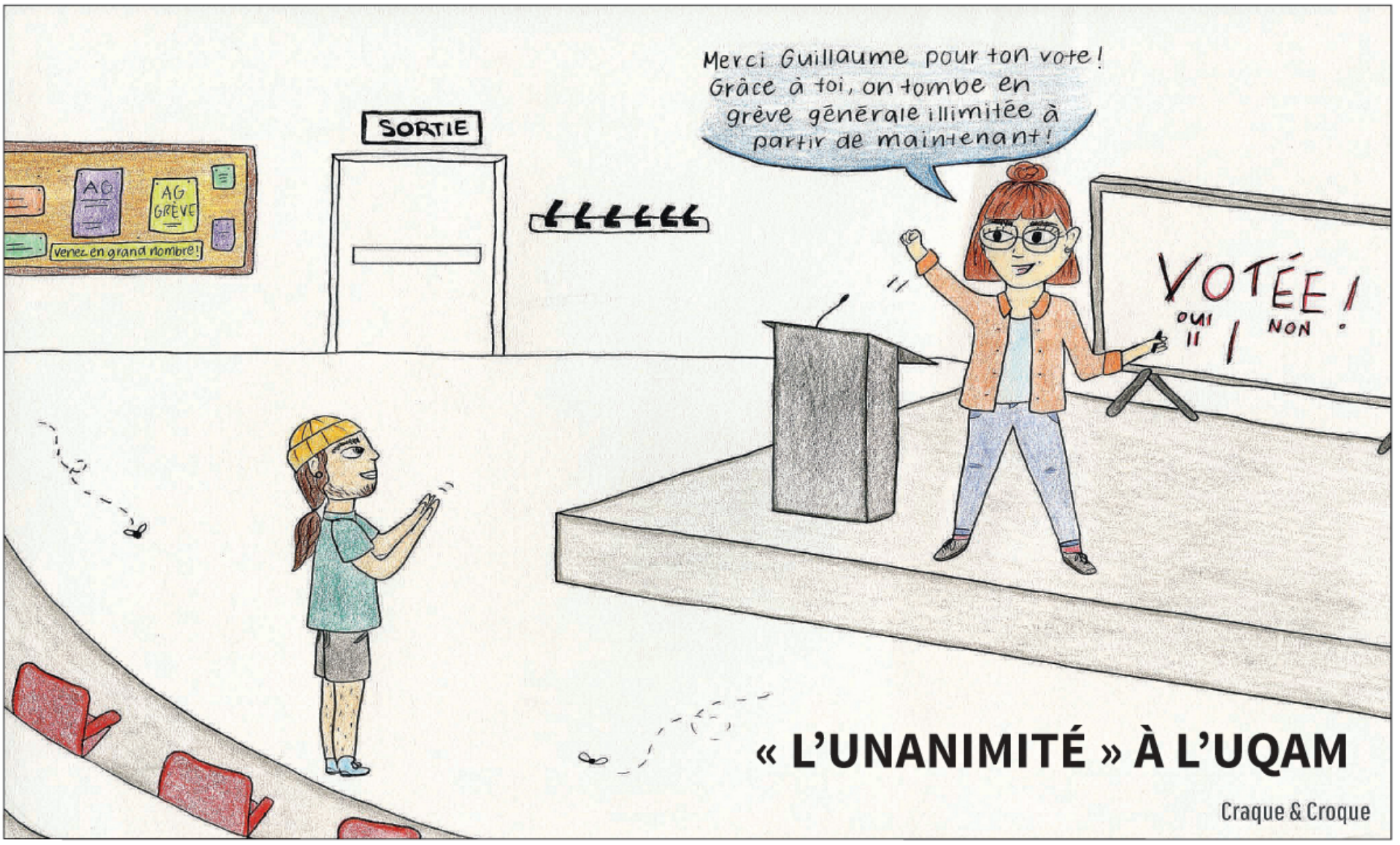
Certaines personnes ont cependant comme réflexe de critiquer l'administration, peu importe la décision prise par celle-ci. Nous pouvons penser au dossier du déménagement des locaux associatifs. Ayant moi-même couvert le dossier, j'ai senti l'administration de bonne foi dans la gestion de ce conflit. Cependant, plusieurs associations prétendaient à tort, selon moi, que ce déménagement avait pour but d'étouffer le mouvement étudiant. « *Le pouvoir est beaucoup entre les mains des associations* », d'après Thomas-Xavier Mousseau. Il ajoute que celles-ci arrangent le tout pour que les votes aient dans la direction que l'association souhaite. « *Ce n'est pas vraiment une démocratie* », ajoute-t-il. Je ne vise pas du tout à faire le procès de la culture militante de l'UQAM, loin de là. Cette culture a aussi des bienfaits. L'UQAM est la seule université où les étudiants et les étudiantes ont la liberté de modifier un plan de cours soumis par un membre du corps professoral. Être dans une université où la démocratie étudiante est aussi présente permet de s'y sentir en sécurité. C'est de savoir que nous avons des recours contre les injustices que l'on pourrait subir.

« *Les conditions pour les étudiants sont bonnes. Je n'ai pas de problèmes avec le temps de cours* [...] *on se fait pas raconter de menteries par* [les professeur(e)s] », souligne Thomas-Xavier Mousseau. Il explique être satisfait du fait que le corps enseignant soit tenu de respecter le plan de cours, puisqu'il s'agit d'une entente signée. Les professeur(e)s ne peuvent pas mentir sur le contenu d'un cours.

Arrêtons de systématiquement critiquer l'administration ou les revendications étudiantes. Profitons de cette université qui nous offre déjà beaucoup, au lieu de se comporter comme des enfants ingrat(e)s. ❖

www.montrealcampus.ca
Montréal Campus
@montrealcampus
@instamontrealcampus

CARICATURE


Merci Guillaume pour ton vote! Grâce à toi, on tombe en grève générale illimitée à partir de maintenant!
SORTIE
AG
AG GRÈVE
venez en grand nombre!
VOTÉE!
OUI !!
NON !
« L'UNANIMITÉ » À L'UQAM
Craque & Croque

VIDÉO CAMPUS

RADIO CAMPUS
Relaxation sous pression
une chronique de Marilaure Lambert et Maylis Roumy

RELIGION

Décider de ne plus croire

Les étapes d'un cheminement personnel sous le regard des autres

MARIE SENÉCAL

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

Les raisons qui poussent à ne plus croire en Dieu diffèrent selon les expériences et l'environnement des personnes concernées.

Quitter une religion est un processus complexe et méconnu. Le *Montréal Campus* a recueilli trois témoignages qui mettent en lumière les motivations derrière celui-ci, allant du désaccord moral et intellectuel au désir de liberté.

En 2008, Charles Hall a apostasié : il a écrit une lettre à l'archevêque de Montréal exigeant de se faire exclure de la religion catholique romaine.

L'agent technique en architecture pour la Ville de Montréal a quitté la religion parce que ses valeurs ne concordaient pas avec celles de l'Église. « *Toutes les injustices que je trouvais sur la planète étaient au nom de la religion* », lâche-t-il. Le traitement réservé aux femmes et aux minorités sexuelles le repoussait, entre autres.

« *De concrètement demander de ne plus être catholique, puis d'avoir reçu une preuve écrite de l'archevêché, comme quoi je ne suis plus catholique, je trouvais que ça allait au bout de ma démarche* », explique-t-il.

Les membres de la famille de Charles, particulièrement les plus âgés, n'ont pas tous compris sa décision d'apostasier. « *Il y en a qui m'ont dit que ce n'était pas correct de faire ça* », confie-t-il.

> « Il y en a qui m'ont dit, que j'allais aller en enfer »
>
> **Charles Hall, agent technique**

Après un échange de lettres, le diocèse lui a renvoyé son baptistaire avec une croix dessus et a souligné que s'il voulait revenir, la porte lui était toujours ouverte.

Un désaccord intellectuel

Anu Khanna est étudiante au *baccalauréat en affaires* à l'Université McGill. Personne dans sa famille ne croit au Dieu chrétien. Dans la famille de son père, d'origine indienne, c'est plutôt l'hindouisme qui est présent. La famille de sa mère est québécoise et ne pratique aucune religion.

Vers la fin des années 2000, ses parents l'ont envoyée dans une école catholique primaire, où le corps enseignant était en partie composé de religieuses.

Alors âgée d'à peine 4 ans, Anu Khanna n'a pas uniquement retenu les valeurs de générosité et de bienveillance des sœurs. Elle a aussi développé la foi.

Habituée aux pratiques religieuses à l'école, Anu Khanna commence à les adopter à la maison, de sa propre initiative.

« *Tous les soirs, je m'agenouillais au pied de mon lit et je priais. Pour moi, c'était juste un rituel dans lequel je trouvais beaucoup de réconfort. Je croyais vraiment qu'il y avait un Dieu* », raconte-t-elle.

En vieillissant, Anu Khanna a progressivement arrêté de croire en Dieu.

Son grand intérêt envers la science a rendu sa vision du monde incompatible avec la foi, selon elle.

« *Je suis quand même une personne qui a commencé à devenir très cartésienne très tôt dans ma vie* », explique-t-elle.

« *Je ne me souviens pas vraiment de quand tout ça a pris fin. Je pense que c'était très graduel. Au fur et à mesure qu'il y avait de nouvelles filles qui rentraient à l'école en 3e, 4e, 5e, 6e année, elles apportaient leur point de vue extérieur* », ajoute l'étudiante.

Ces valeurs religieuses, qui étaient la norme pour elle et celles qui l'entouraient, ont cessé de l'être.

Fondements d'une décision

Frédéric Castel, chargé de cours au Département de sciences des religions de l'UQAM, indique que deux phénomènes peuvent mener des personnes à se départir de leur religion.

Le premier est celui de la démarche individuelle. Celle-ci est maintenant plus fréquente au Québec, puisque les croyances sont multiples et la liberté de religion est une valeur intrinsèque de la société.

Le deuxième est le départ de masse de la religion, surtout dû à la « *contestation de la religion dominante parce qu'elle est trop autoritaire, traditionaliste, sexiste* ».

M. Castel ajoute que ce sont des reproches « *plus généraux, plus sociaux* », venant d'une grande partie de la population.

Libre de ne pas avoir peur

Golsa Esfandiar, étudiante en sciences de la santé au cégep de Saint-Laurent, est née en Iran et y a vécu les premières années de sa scolarité.

Là-bas, son école comportait une importante dimension religieuse. Le voile était imposé aux jeunes filles dès leur plus jeune âge et il y avait des heures de prière obligatoires, des évènements religieux et des sessions de prière de groupe. La lecture du Coran, en arabe, était inscrite au cursus. « *Nous, en Iran, [...] on apprend à craindre la religion. C'est tout le temps une menace, menace, menace. Et je trouve que pour un enfant de sept, huit ans, ça fait peur. J'ai essayé de repousser la religion le plus longtemps possible parce que ça fait peur, ce qu'on te dit* », explique-t-elle.

Golsa souligne qu'elle n'a « *jamais été forcée par* [sa] *famille* », qui avait une approche plus personnelle par rapport aux pratiques et croyances religieuses. La liberté est le premier choc culturel que Golsa Esfandiar a vécu en arrivant au Québec, à neuf ans. « Je me disais "oh, c'est vraiment moi qui vais décider maintenant si j'ai envie de m'habiller d'une telle façon" », se remémore-t-elle.

« *Mais quand je suis venue* [au Québec], *je me suis rendu compte qu'il y avait plein d'autres Iraniens qui, eux aussi, avaient laissé tout ça derrière eux. Je ne voyais pas beaucoup de gens de ma propre communauté continuer à suivre les mêmes traditions que là-bas* », ajoute l'étudiante. Aujourd'hui, elle regrette d'avoir été initiée à la religion comme elle l'a été en Iran.

« *J'ai des amis marocains à qui on a enseigné la religion* [de l'Islam] *autrement. Ils ont appris à aimer la religion, à croire en celle-ci. Mais moi, je me suis toujours sentie surveillée par rapport à ça* [et] *vraiment contrôlée* », reproche-t-elle. Golsa Esfandiar ajoute qu'elle a, depuis, « *honnêtement appris à apprécier* » sa religion et « *à la voir différemment* ».

L'importance et les bienfaits de la liberté religieuse, M. Castel ne les nie pas. Le chargé de cours concède toutefois qu'ils viennent en tandem avec certains effets négatifs pour la société.

« *Les gens sont désunis : les sociétés n'ont plus les mêmes idées. C'est difficile de créer une cohésion parce que tout le monde part d'idées différentes, au niveau spirituel* », analyse-t-il.

Projet de société

CHRONIQUE

L'exaspération de Monsieur Martin

ZACHARIEL COSSETTE-LEBLANC

À 14 ans, j'étais fasciné par les récits de René Lévesque et d'Honoré Mercier. Mon voisin de casier à l'époque n'en avait que pour Logan Paul et Conor McGregor. Aussi différents que nous fussions, nous avions un point en commun : nous détestions les cours d'histoire. Et nous n'étions pas les seuls.

Mon professeur d'histoire du Québec au secondaire détestait aussi son cours. Monsieur Martin, comme nous l'appelions, était autant passionné par son métier que par l'histoire en général. Le problème n'était pas là. Le problème était le programme ministériel sur lequel devaient reposer ses cours.

Pendant toute une année scolaire, Monsieur Martin a répété en boucle, plusieurs fois par jour, un ramassis de dates et d'événements banals. Par exemple, combien de temps avons-nous pris pour traiter de fond en comble de la traite des fourrures ? Beaucoup trop. Surtout lorsque l'on prend en considération que le cours sur la rébellion des Patriotes a duré seulement un après-midi et qu'on a à peine mentionné l'existence de Louis Riel et des suffragettes.

Monsieur Martin n'est pas le seul à être exaspéré par l'ennuyeux programme d'histoire du Québec. De nombreux enseignants et enseignantes en histoire, chercheurs, chercheuses, historiens et historiennes réuni(e)s au sein de la Coalition pour l'histoire du Québec tentent d'interpeller le ministère de l'Éducation sur l'importance de revoir la manière dont cette matière est enseignée.

Membre fondateur de la Coalition pour l'histoire et enseignant d'histoire au cégep du Vieux Montréal depuis près de 35 ans, Gilles Laporte dresse un portait sans équivoque de l'état de l'enseignement de l'histoire au Québec. « *Les jeunes qui* [débutent le cégep] *ont moins de connaissances générales en histoire qu'au début de ma carrière.* [Les étudiants et étudiantes] *n'aiment plus ce cours-là et on ne sait pas comment l'enseigner* », dit-il.

Mais comment le peuple qui « se souvient » en est-il arrivé là ? Selon M. Laporte, le déclin de l'enseignement de l'histoire du Québec s'est entamé au cours des années 1990, et plus précisément en 1994, lorsque le gouvernement du Québec a mis en place la réforme Chagnon.

Nous n'entrerons pas dans les nombreux détails entourant cette réforme, mais c'est cette dernière qui a fait apparaître dans nos écoles le concept de l'approche par compétence. « *Ce n'est plus l'histoire que l'on doit enseigner, mais comment* [les étudiants et étudiantes] *peuvent faire de l'histoire par eux-mêmes* », résume M. Laporte, par rapport à l'application de cette stratégie pédagogique.

La réforme Chagnon a signé l'arrêt de mort du récit historique, un concept que Gilles Laporte résume comme « *une épopée dans laquelle l'élève était invité à s'inscrire* ». Cette manière d'enseigner donnait à l'histoire du Québec un aspect humain auquel pouvait s'identifier l'élève. Or, les futur(e)s enseignants et enseignantes n'apprennent plus cette manière d'enseigner.

« *On s'est mis à former essentiellement des techniciens pour enseigner selon l'approche par compétence* », déplore celui qui a été chargé de cours au Département d'histoire de l'UQAM. Ce dernier affirme que le *baccalauréat en enseignement au secondaire* se résume aujourd'hui à quatre ans d'apprentissage de « *la bureaucratie ministérielle* » et de la didactique.

Entre deux cours de didactique, quelle est la place réservée à l'histoire du Québec pour nos futurs enseignants et enseignantes ? Deux cours, soit 90 petites heures sur une formation qui en compte près de 1800 !

En plus de l'état lamentable dans lequel nos écoles se retrouvent présentement, des étudiants et des étudiantes au *baccalauréat en enseignement de l'histoire du Québec au secondaire* m'ont confié qu'ils et elles ne se sentent pas suffisamment outillé(e)s pour donner ce cours. Bref, la situation est alarmante. Un peuple qui connaît son histoire peut apprendre des leçons du passé et ainsi mieux forger son avenir. Si la tendance se maintient, les prochaines générations de Québécois et de Québécoises ne forgeront pas grand chose. Une réforme s'impose pour redonner du sens aux cours d'histoire. Ça urge. ❖

ENTREPRENEURIAT

Des expériences mi-figue mi-raisin

CAMILLE LABELLE

Travailler des heures de fou, vivre dans l'insécurité, investir sa vie et son argent dans un projet. Puis plus rien. C'est ce qu'a vécu Alexis Chénard, un jeune entrepreneur diplômé de l'UQAM. Malgré ce revers, le jeune homme chérit toujours l'entrepreneuriat.

« *Dans le futur, je ne vois pas d'autre avenue que de* [rebâtir] *ma propre entreprise* », assure le cofondateur de la défunte entreprise Rodeo Financials.

Après avoir décroché en 2018 une *maîtrise en économique* à l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM, Alexis Chénard est entré sur le marché du travail comme conseiller financier à la Banque Nationale.

« *Je détestais ça* », déclare-t-il. C'est en constatant que son emploi ne convergeait pas avec ses aspirations de carrière qu'il a décidé de démissionner pour réaliser son rêve : se lancer en affaires.

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Les étudiants et les étudiantes qui se lancent en affaires peuvent bénéficier de nombreux programmes d'aide en entrepreneuriat.

Un début prometteur

En octobre 2019, Alexis Chénard et son ami d'adolescence Giancarlo Avolio créent un site et une application nommés Rodeo Financials. Il s'agit d'une simulation de marché boursier.

En 2020, grâce à Rodeo Financials, ils remportent la deuxième place du concours Mon Entreprise, organisé par le Centre d'entrepreneuriat de l'ESG UQAM. Leur projet entrepreneurial l'occupe à temps plein. « *C'est comme avoir un enfant dont il faut prendre soin. Ça occupe 100 % de ta tête. Quand tu t'endors, tu y penses, quand tu te réveilles, tu y penses, quand tu prends ta douche, tu y penses, c'est vraiment enivrant et vraiment agréable* », explique Alexis Chénard. Trois ans après le lancement de son entreprise, des problèmes financiers ont pris le dessus. « *Nos fonds étaient en train de s'épuiser trop rapidement, puis garder notre site* [web] *actif était aussi plus cher qu'on le croyait* ». Alexis Chénard a dû fermer son entreprise.

Les difficultés du milieu

En 2016, dans le cadre de son *baccalauréat en administration des affaires* à HEC Montréal, Jeanne Bugnon et sa collègue de classe Audrey-Laure St-Louis, créent Brewski Box, une entreprise vendant des boîtes pour brasser sa bière à domicile.

En concevant celle-ci, Jeanne Bugnon réalise qu'elle ne doit « *pas hésiter à parler du projet* », car cela l'amène vers différents partenaires potentiels qui la réfèrent à d'autres.

Un an après sa création, elle se heurte aux coûts inhérents à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec (RACJ), qui les oblige à avoir un local commercial. Cet important engagement financier et le départ de sa partenaire d'affaires mettent fin à son entreprise.

« *Pour moi, l'entrepreneuriat, c'est un projet qui est d'autant plus le* fun *quand tu as un partenaire avec qui le bâtir. C'était très difficile d'entrevoir un projet seule* », dit-elle.

Se lancer en affaires à l'UQAM

Pour devenir entrepreneur ou entrepreneuse comme Alexis Chénard et Jeanne Bugnon, les étudiants et les étudiantes de l'UQAM et les diplômé(e)s depuis moins de cinq ans peuvent demander de l'aide gratuite au Centre d'entrepreneuriat ESG UQAM.

Depuis 20 ans, cet organisme à but non lucratif permet d'accompagner les entrepreneurs et les entrepreneuses dans l'idéation, le réseautage, le financement et la visibilité de leur entreprise, explique Livia Gabou, conseillère au Centre.

« *Quand on est étudiant c'est vraiment le meilleur moment pour* [se lancer en affaires], *parce qu'on a le temps de commencer à apprendre les premiers automatismes de la planification* », dit-elle.

Le chemin de la rédemption

Quant à Jeanne Bugnon, elle s'épanouit aujourd'hui comme analyste financière en économie sociale. Tout comme l'entrepreneuriat, cet emploi nécessite d'être « *pluridisciplinaire* » et cela la passionne.

Son conjoint et elle sont en train de créer une agence d'importation privée de sakés japonais au Québec.

Aujourd'hui, Alexis Chénard est reconnaissant de tout ce que l'expérience avec Rodeo Financials lui a apporté.

Dorénavant, il se forme les fins de semaine en cybersécurité et souhaite fonder une nouvelle entreprise au moment opportun.

En parallèle, il occupe un emploi à temps plein en programmation, un domaine dans lequel il s'est spécialisé grâce à la création de Rodeo Financials. Un horaire bien chargé pour celui qui « *recommanderait le même parcours à n'importe qui* ». Cette phrase, il l'affirme avec une confiance inébranlable.

PREMIÈRES NATIONS

S'inspirer des traditions autochtones au quotidien

JUSTINE BERTRAND

Éviter le stress, améliorer la communication et réorienter l'approche d'aide psychologique; des concepts des cultures autochtones pourraient profiter à la société occidentale, selon ceux et celles qui les intègrent dans leur quotidien.

L'Occident a l'habitude de symboliser le destin par un parcours linéaire avec des objectifs précis, en passant par l'école, le travail et la retraite, indique Geneviève Hamel, enseignante et co-créatrice d'un cours sur les cultures autochtones au collège Lionel-Groulx.

La culture autochtone fait plutôt référence à des cercles consécutifs qui représentent différents chapitres de notre temps sur Terre.

Dans le roman *Shuni*, l'auteure innue Naomi Fontaine illustre le concept en racontant l'histoire de Jordan, un alcoolique qui s'est rétabli, mais qui a rechuté quelque temps plus tard. « *Au fond, on se dit que s'il a réussi une fois, il le refera quand il sera prêt. La vie est un cercle.* »

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

La parole est un élément inviolable dans les mœurs des Premiers Peuples.

Le « Indian Time »

Cette manière de concevoir la vie influence aussi la gestion du temps. Chez les Autochtones, « *tu fais ce que t'as à faire dans le bon temps, on appelle ça le* Indian Time », illustre Eliane Grant, une jeune femme originaire de Waswanipi qui travaille pour le Gouvernement de la Nation Crie. Selon elle, « *prendre le temps de vivre* » permet d'éviter l'accumulation de stress et de diminuer les risques de dépression.

D'ailleurs, après avoir vécu éloignée de sa famille pendant quelques années, elle est retournée vivre au sein de sa communauté et a ressenti une baisse de stress dû à cette transition entre les deux modes de vie.

Ce souci de prendre son temps se reflète notamment dans les apprentissages. Eliane Grant, qui est aussi chargée de cours à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), explique que « *l'échec est perçu différemment pour les Autochtones* ». Les enfants apprennent « *par expérience et par essai-erreur* », et ce, autant à la maison qu'à l'école.

Pour Geneviève Hamel, « *un échec, ça peut être un apprentissage en soi. C'est peut-être le début d'un changement, d'une remise en question* ».

> « L'échec est perçu différemment chez les autochtones. »
>
> **Eliane Grant, originaire de Waswanipi**

L'aîné(e), qui est généralement chargé(e) de l'éducation des enfants par la transmission orale, « *va s'adapter à chaque jeune, ce qui n'est pas le cas* [chez les Occidentaux]. *À l'école, il y a des niveaux d'apprentissages précis et si tu n'as pas appris ça, tu redoubles. Ce n'est pas adapté à chaque personne* », dit-elle pour comparer le modèle d'éducation de sa communauté et celui mis en place par le système d'éducation de la province.

Se comprendre

La vision circulaire de la vie s'applique aussi au modèle de gestion de conflits, selon Geneviève Hamel. Celle-ci a participé à l'Atelier des couvertures du musée McCord Stewart, une activité qui réunissait Autochtones et allochtones dans un cercle de discussion pour comprendre les impacts de la colonisation.

« *La parole va circuler tant et aussi longtemps qu'on en a besoin. On ne cherche pas juste une solution, on cherche un consensus. On va répéter le processus de parole jusqu'à tant que tout le monde soit d'accord et à l'aise avec la conclusion* », décrit-elle. Mme Hamel croit que cette méthode de gestion des conflits est différente de celle utilisée chez les Occidentaux et qu'elle pourrait apporter des bienfaits à la société quant à la façon dont les gens communiquent.

Eliane Grant souligne également l'importance de prendre en considération l'environnement et le contexte des situations. « *Il est difficile de dissocier les éléments qui se doivent d'être considérés comme un ensemble* », indique-t-elle. Elle définit cette vision par l'idée que « *le territoire* [fait partie d'un] *tout. L'équilibre est très important, tout est interrelié.* » Considérer l'environnement comme un être pour mieux le comprendre pourrait améliorer la compréhension de chacun en société, d'après Geneviève Hamel. Elle explique que chez les allochtones, l'aide psychologique est centrée sur la personne concernée seulement, il n'y aura généralement que des échanges privés entre le patient et le thérapeute. « *C'est très individualiste* », ajoute-t-elle.

« *Chez les Anishinaabe, on considère que la personne fait partie d'un tout qui inclut la famille et la communauté. Alors quand on va vouloir l'aider, on va inclure plus de monde que juste l'individu* », explique-t-elle. C'est pourquoi les thérapeutes en milieux autochtones adoptent des approches différentes en incluant l'environnement du patient dans le processus de guérison.

Projet de société

CHRONIQUE

Une vocation contre vents et marées

ALICE FOURNIER

La sourde oreille du gouvernement Legault à l'égard de leur profession n'empêche pas les enseignants et les enseignantes du Québec d'envisager un avenir meilleur. Écoutons-les.

« *Quand je vois tous ces jeunes qui entrent à l'université en programme d'enseignement, ça m'encourage beaucoup* », me confie, émue, la chercheuse régulière au Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE) Geneviève Sirois. Et lorsque je repense à ses propos, je réalise que ce ne sont pas les échos de la profession que nous nous sommes habitué(e)s à entendre.

Cette passion de transmettre, celle qui dicte le cœur des enseignants et des enseignantes expérimenté(e)s ou encore novices, est encore vive. L'essence de leur volonté ? Le désir de faire une différence dans la vie de leurs élèves, les aider à s'épanouir et à en faire les citoyens et les citoyennes de demain.

Mon père me dit souvent que les personnes qui réussissent à faire de leur passion leur métier peuvent tout surmonter, et je ne peux m'empêcher de croire que c'est grâce à cette passion que la profession enseignante est capable de tout.

Je vous suggère alors à tous et à toutes d'écouter ce que ces professeur(e)s ont à nous dire. Qui pourrait mieux faire savoir quels sont leurs besoins, leurs difficultés et leurs réussites ? Qui d'autre pourrait prétendre témoigner des réalités de cette profession si importante ?

« Écouter seulement ce que l'on souhaite entendre » est la maxime préférée du gouvernement québécois lorsqu'il s'agit de se pencher sur la question de la profession enseignante. Il est aisé de proposer des solutions qui ne règlent que la surface du problème. « *Il y a un décalage entre les subventions politiques et ce qu'il faut mettre en place pour la profession* », rapporte Mme Sirois.

Comme il appliquerait un fin pansement sur une plaie ouverte, le gouvernement préfère ouvrir la porte de la profession à des personnes non qualifiées plutôt que de s'attaquer aux conditions d'enseignement déplorables subies par ceux et celles qui ont étudié plusieurs années pour pouvoir prétendre au statut d'enseignant et d'enseignante. « *Ils* [les enseignants et enseignantes] *ne sont pas prêts à laisser entrer n'importe qui dans la profession* », affirme Mme Sirois.

Les grands médias s'appliquent eux aussi à exposer la profession enseignante sous son plus mauvais jour. Ne nous méprenons pas, il est normal de devoir parler de ce qui ne fonctionne pas.

Mais il est aussi du devoir des journalistes d'écouter ceux et celles que l'on n'entend pas. Ceux et celles qui, pourtant au cœur du débat, ne sont pas écouté(e)s. Ceux et celles qui, rappelons-le, éduquent aujourd'hui les nouvelles générations.

Aujourd'hui, les enseignants et les enseignantes peuvent malgré tout compter sur l'écoute de leurs syndicats. Ils et elles peuvent aussi compter sur des parents encore soucieux d'offrir à leurs enfants une éducation de qualité, une formation qui leur permettra d'évoluer dans la société en développant leur plein potentiel. Ils et elles peuvent compter sur la solidarité qui unit les membres de la profession.

Il est plus que temps de cesser de voir les enseignants et les enseignantes comme des personnes qui se plaignent tout en profitant de deux mois de congés payés par an. Par pitié, ne soyons pas stupides et ouvrons les yeux.

La profession a besoin de sortir de ce cercle vicieux et d'arrêter de voir ses jeunes recrues quitter le navire dès les premières années à cause des difficultés qu'ils et elles rencontrent dans les salles de classe.

Mais pour y arriver, il est nécessaire d'aller à leur rencontre, de connaître leurs réalités, de comprendre qu'eux et elles seul(e)s peuvent faire savoir de quelle manière il faut leur venir en aide.

Si le gouvernement n'est pas encore enclin à assumer ce rôle, nous pouvons et devons le faire en tant que citoyens et citoyennes.

Pour ces enseignants et enseignantes qui, tous les jours, se battent pour nos enfants, tendons l'oreille.

Écoutons ce qu'ils et elles ont à nous apprendre. ❖

IDENTITÉ

Redéfinir le « Je me souviens »

Le sentiment d'appartenance au Québec s'est transformé chez les jeunes

PAR CLÉMENCE VALLIÈRES

Qu'est-ce qu'un Québécois ou une Québécoise ? Le *Montréal Campus* a interrogé trois membres de la communauté uqamienne sur ce que représente pour eux et pour elles cette identité.

« *Un Québécois, c'est quelqu'un qui se dit Québécois* », affirme Rémi Villemure. L'étudiant au *doctorat en sociologie* à l'UQAM élabore cette définition de l'identité québécoise en s'inspirant des propos du cinéaste indépendantiste Pierre Falardeau.

Ève Pépin abonde dans le même sens.

« *À chaque fois que je vais à l'étranger, j'aime m'affirmer en tant que Québécoise* », ajoute l'étudiante au *baccalauréat en relations internationales et droit international* (BRIDI) à l'UQAM.

> « J'aime corriger les gens qui disent que je suis d'origine canadienne. »
>
> **Ève Pépin, étudiante à l'UQAM**

Bachir Ibrahim, qui a émigré du Liban à 7 ans, se dit Québécois, mais « *peut-être pas au complet* ». Il affirme que même s'il affectionne la nation qui l'a accueilli, il ne peut pas s'attacher complètement à un endroit où il n'a pas grandi toute sa vie.

Selon lui, le peuple québécois se définit par son histoire et par sa culture, que l'étudiant considère comme unique. « [Le Québec], *c'est un îlot dans l'Amérique au complet* », dit celui qui étudie aussi au BRIDI.

Ève Pépin souligne le lien entre la culture et l'identité québécoise au sein du milieu universitaire montréalais.

Elle constate une affection de la communauté étudiante pour la littérature, l'humour et la musique du Québec, évoquant notamment la popularité chez les jeunes d'artistes tels que Les Louanges et Hubert Lenoir.

Entre inclusion et exclusion

À travers leurs propos, Bachir Ibrahim et Ève Pépin énumèrent un ensemble de référents identitaires. Selon Frédérick Guillaume Dufour, professeur au Département de sociologie de l'UQAM, ces référents peuvent engendrer des pratiques d'inclusion et d'exclusion qui se produisent surtout lors d'interactions sociales.

Bachir Ibrahim avoue que, même si la plupart des gens sont aimables, il entend régulièrement des commentaires qui lui rappellent qu'il ne « *sera jamais autant Québécois qu'un vrai Québécois* ».

Il cite à titre d'exemple les propos de Jean Boulet, ancien ministre de l'Immigration, qui a affirmé en septembre 2022 que « *80 % des immigrants s'en vont à Montréal, ne travaillent pas, ne parlent pas français ou n'adhèrent pas aux valeurs de la société québécoise* ».

L'évolution de l'identité

« *Dans ma vie de jeune fille de 21 ans, je n'ai pas vraiment souffert d'être Québécoise* », assure Ève Pépin. Selon elle, c'est peut-être ce privilège qui fait en sorte qu'elle ne ressent pas l'urgence de revendiquer son identité, comme le faisaient autrefois ses grands-parents.

M. Dufour observe une séparation importante entre la génération des années 70 et celle d'aujourd'hui. La population canadienne-française de la Révolution tranquille se considérait colonisée en raison de l'exploitation socio-économique anglophone dont elle était victime.

Selon le professeur, cette dynamique est inconnue par la nouvelle génération. Aujourd'hui, les jeunes qui se positionnent sur la question coloniale ont évolué dans des milieux plus économiquement aisés, ce qui leur permet de rejeter le statut de « *colonisés* ». « *Les nouvelles catégories d'analyse vont vraiment construire la colonisation autour de l'opposition entre colons et autochtones* », affirme M. Dufour. Il y a donc un conflit générationnel important. « *Les jeunes voient leurs parents comme des colonisateurs et ces parents-là se voyaient comme des colonisés* », précise-t-il.

Rémi Villemure ajoute que les artistes québécois(e)s ne sont désormais plus les porte-parole qu'ils et elles ont historiquement été, notamment sur la question de l'identité nationale. « *Je pense que ça joue probablement dans le débat autour de la prise de parole des jeunes, parce qu'ils ont toujours été en phase avec les artistes* », dit l'étudiant. Selon lui, la nouvelle génération se questionne sur l'identité québécoise autrement qu'au travers du regard des artistes. Il donne pour exemple le congrès national du Parti québécois, un événement qu'il considère populaire auprès des jeunes.

Désaccord sur le français

Interrogé sur le futur de la nation québécoise, Rémi Villemure soulève la question de la langue. « *Évidemment que ça fait partie de l'identité québécoise, le français. Le Québec est une nation majoritairement francophone sur un continent d'anglophones* », affirme-t-il.

Il est de ceux et celles qui se disent inquiets et inquiètes face au futur de ce référent commun, qu'il considère en déclin. Au sein du mouvement nationaliste québécois, M. Dufour observe aussi une renaissance de la question de la langue. « *Elle me semble étonnement plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a quatre ou cinq ans.* »

Bachir Ibrahim, qui reconnaît être en faveur de la protection du français, considère que certaines lois sont « *un peu limites* », comme la récente augmentation des frais de scolarité pour les étudiants et les étudiantes universitaires canadien(ne)s et étranger(ère)s non résident(e)s du Québec qui entameront leur parcours au sein d'universités québécoises.

Et la souveraineté ?

Selon M. Dufour, plusieurs enjeux semblent être perçus par les jeunes Québécois et Québécoises comme plus prioritaires que l'indépendance. Le professeur cite en exemple l'environnement et les luttes féministes.

L'idée de la souveraineté continue toutefois à faire rêver plusieurs jeunes. « *Moi, le fait que le Québec cherche encore à devenir un pays, ça donne un sens à ma vie* », affirme Rémi Villemure.

Ève Pépin se montre quant à elle plus nuancée. « *De cœur c'est un bon gros "oui", mais de tête, il faudrait juste complètement redéfinir ce qu'on veut et notre définition de Québécois* ».

Elle dénonce notamment la situation des personnes autochtones, qui, selon elle, ne sont pas considérées au sein de la représentation de ce que sont un Québécois et une Québécoise. « *C'est un projet qui a besoin d'être rebâti de zéro. On ne peut vraiment pas prendre les ébauches du XXe siècle* », tranche-t-elle.

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

Frédérick Guillaume Dufour estime que le développement des enjeux identitaires prime sur les questions constitutionnelles depuis cinq ans.

IDÉOLOGIE

Intimidation anti-droite à l'UQAM

PAR JUSTINE BERTRAND

Coups de hache, violence verbale et bannissement de lieux publics : des étudiants et des étudiantes de l'UQAM s'identifiant comme de droite se disent exclu(e)s de l'espace public uqamien en raison de leur idéologie politique.

Entre 2019 et 2022, lors de son *baccalauréat en science politique* à l'UQAM, Marie-Audrey Bernier était membre de l'Association Étudiante du module de science politique de l'UQAM (AEMSP). Elle a subi et a été témoin de plusieurs formes de violence physique et verbale de la part d'un petit groupe d'extrême gauche.

« *Ils sont rentrés avec une hache à l'école, ils ont défoncé la porte* [du local de l'AEMSP] *avec la hache, puis ils l'ont vandalisée au complet* », témoigne-t-elle. « *Une fois, j'étais seule dans le local de l'AEMSP et deux personnes ont commencé à me crier après, tellement* [fort] *qu'il y a des étudiants dans les corridors qui sont rentrés pour voir si j'étais en sécurité* », ajoute Mme Bernier.

Au total, six plaintes ont été déposées à la direction par Marie-Audrey Bernier et d'autres étudiants et étudiantes victimes de harcèlement par le même groupe de gauche, en raison de leurs opinions politiques qui différaient des leurs. Selon elle, la réponse de l'UQAM s'est révélée décevante. « *Les personnes qui posent ces gestes mettent de la peinture sur les caméras de surveillance, il n'est alors pas possible de les identifier, malheureusement* », lui a répondu la direction de l'université lorsqu'elle a porté plainte.

Accusé d'être « fasciste »

Philippe Lorange, étudiant au *baccalauréat en sociologie*, s'est fait sommer de quitter une fête d'Halloween organisée par l'Association étudiante des études avancées en sociologie de l'UQAM (AEEAS) en 2021. Quatre membres de l'association lui ont justifié leur action en l'accusant d'être un « *fasciste* », raconte-t-il. Des témoins ont aussi approuvé les propos des quatre autres membres et ont à leur tour demandé à Philippe Lorange de partir sous prétexte « *qu'il n'avait pas d'affaires là* ».

Philippe Lorange a fait plusieurs apparitions à QUB radio en collaborant, entre autres, avec le chroniqueur et animateur Richard Martineau. M. Lorange a également écrit dans *Le Journal de Montréal*. Dans ses chroniques, il partage ouvertement ses opinions sur différents sujets de société tels que l'identité de genre et le racisme systémique. Par exemple, une capsule radio intitulée *Philippe Lorange ne croit pas au racisme systémique* a été publiée en juillet dernier sur le site de QUB radio.

La différence gauche-droite

La gauche se caractérise par un État interventionniste sur le plan fiscal qui défend des valeurs sociales progressistes. Son intérêt est porté sur l'égalité des chances. La droite est quant à elle caractérisée par le conservatisme, soit la défense des valeurs traditionnelles telles que la famille et la nation. Elle défend les libertés individuelles et prône l'économie de marché. Fondée dans un moment charnière de la Révolution tranquille, la communauté étudiante de l'UQAM est quant à elle reconnue pour son soutien aux mouvements progressistes, et ce, depuis la fondation de l'université.

Philippe Lorange considère que ses convictions politiques tendent vers la droite. Il précise toutefois que « *c'est un terme qui peut être très trompeur* ». Par exemple, il ne s'associe pas aux valeurs de l'extrême droite américaine qui comprend des groupes extrémistes comme les Proud Boys et les Oath Keepers. Ces organisations prônent le port d'armes, la suprématie blanche et la résistance au gouvernement.

« *Je penche plus du côté d'un héritage à défendre, quelque chose de permanent qui doit perdurer, puis je vois très bien que ce n'est pas du tout* [une opinion qui est] *la bienvenue à l'UQAM* », remarque-t-il. M. Lorange ajoute qu' « *une bonne proportion d'étudiants, malheureusement, est très fermée d'esprit, très fermée à la discussion* ».

Selon lui, même ceux et celles qui se considèrent de centre gauche sont associé(e)s à l'extrême droite par une bonne partie des étudiants et des étudiantes de l'UQAM. « *Donc quelqu'un qui est ouvertement de droite, ça, c'est complètement inacceptable* », estime Philippe Lorange.

Une minorité bruyante

Marie-Audrey Bernier a eu une expérience étudiante similaire à celle de Philippe Lorange. Selon elle, les militants et les militantes gauchistes se croient tout permis lorsque leurs actions sont faites dans l'optique de leur définition du bien commun. « *Tout le monde craignait ces gens-là* », déclare-t-elle. Elle les décrit comme étant une minorité de personnes de gauche qui est bruyante et qui impose ses idées aux autres membres de la communauté uqamienne. Dans les cours auxquels l'étudiante assiste, c'est surtout cette minorité qui prend la parole, qui confronte l'enseignant ou l'enseignante ainsi que les autres élèves.

Pour ce qui est des gens de droite, ils et elles expriment leurs opinions politiques à huis clos, par crainte de provoquer un nouveau conflit. À son arrivée à l'université, Marie-Audrey Bernier se considérait comme étant de centre gauche. « *On est jamais assez de gauche pour les extrémistes* », argue-t-elle. Les tensions ont empiré lorsqu'elle est devenue membre de l'AEMSP en amenant de nouvelles idées politiques nuancées entre la gauche et la droite. C'est à ce moment que les messages haineux sur les réseaux ont débuté. Philippe Lorange et Marie-Audrey Bernier se sont tous les deux également fait bannir du Café Aquin. La raison que les employé(e)s ont donnée aux deux étudiants a été la même. « *Ils n'étaient pas à l'aise de* [nous] *voir ici* », rapporte Philippe Lorange. Ce café, autogéré par des étudiants et des étudiantes de sciences humaines de l'UQAM, est réputé pour son militantisme. « *Un espace militant autogéré, écologiste et libertaire aux valeurs féministes anti-oppressives* » est la description inscrite sur leurs pages Facebook et Instagram. Finalement, destituée par les autres membres de l'AEMSP, Marie-Audrey Bernier a terminé son baccalauréat, déçue de ne pas avoir eu la chance de participer à de vrais débats politiques ouverts. « *C'est dommage, dans un programme comme en science politique où le but c'est d'échanger, de grandir, de réfléchir* », déplore-t-elle.

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

L'UQAM n'est pas un terrain propice à l'expression des idées de droite, rapportent des étudiants et des étudiantes victimes de menaces.

Le choix des directrices artistiques

Chloé Rondeau et Élizabeth Martineau, les directrices artistiques, ont réuni leurs photos et illustrations préférées réalisées lors de la session d'automne 2023.

COUNTRY

De cliché à populaire

VINCENT TARDIF ET
JACOB LANGLOIS-PELLETIER

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

L'auteur-compositeur-interprète Zach Bryan figure parmi les artistes country les plus en vogue chez les jeunes adultes.

Sortez votre chapeau et vos bottes western, la musique country est plus populaire que jamais au Québec. Cette année, deux des cinq artistes les plus écoutés dans la province sont issus de ce genre musical, en comparaison à zéro en 2021, selon un récent rapport de l'Institut de la statistique du Québec.

« *Enfin, ça fait du bien !* », s'extasie l'auteure-compositrice-interprète et ex-animatrice à la radio, Karo Laurendeau, euphorique de voir son genre musical chéri au sommet des palmarès.

Mené par des chanteurs américains comme Morgan Wallen, Luke Combs et Zach Bryan, le country a connu une grande montée en popularité au Québec – comme partout dans le monde. D'après le rapport de la firme d'analyse de données Luminate, la consommation de ce genre musical a augmenté de 22 % au cours des huit premiers mois de 2023 en Amérique du Nord, ce qui en fait le deuxième genre musical à la croissance la plus rapide, derrière les musiques du monde.

Originaire des Appalaches, aux États-Unis et popularisée ici au milieu des années 1940 grâce à Willie Lamothe, Paul Brunelle et Marcel Martel, la musique country a souvent été perçue comme clichée. Pour Mme Laurendeau, c'est maintenant chose du passé.

« *Le monde s'assume de plus en plus. Avant, je croisais des gens qui me disaient :* "moi j'en écoute, mais seulement dans mon auto". *Avec l'arrivée du courant* new country, *les jeunes adhèrent de plus en plus à ce style de musique.* »

Un country transformé

Dans cette résurgence, un créneau en particulier se démarque et y contribue grandement : le *new country*, une version plus accessible du genre, au confluent de la pop et du rock. « *Morgan Wallen est un des meilleurs exemples. Il amène le country ailleurs, dans une avenue plus pop* », explique le chanteur et compositeur québécois Matt Lang.

Au cours des dernières années, le nombre de chansons country propulsées à la radio a explosé. Face à l'engouement des auditeurs et des auditrices envers le *new country*, les stations de radio n'ont eu d'autre choix que d'en incorporer davantage dans leur programmation. Plusieurs grands diffuseurs comme WKND 91.9 (Montréal) et FM 103,3 (Longueuil) ont ajouté à leur grille horaire des émissions entièrement dédiées à ce style musical.

« *En 2021, j'étais un des premiers francophones à jouer dans les grosses radios. Avant, il n'y en avait pas. Il y a tellement de variétés de country maintenant, c'est plus accessible* », indique Francis Degrandpré, récipiendaire du Félix de l'album country de l'année lors du Premier Gala de l'ADISQ 2023. « *Il y a une grosse différence maintenant, la musique country, c'est tellement rendu large. Ce n'est plus juste du country western ou de la Côte-Nord, on parle maintenant de country pop, folk ou rock* », ajoute-t-il.

Des chansons comme « Last Night » de Morgan Wallen, ainsi que « Fast Car » et « The Kind of Love We Make » de Luke Combs, ont fait vibrer les radios de la province tout au long de la période estivale.

Pour Mme Laurendeau, il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que la musique country obtienne la place qu'elle mérite dans les radios, bien que son temps d'antenne ait augmenté. « *Je pense qu'il y a une belle porte ouverte pour qu'on en entende plus, mais la diffusion n'est pas facile. Plus les gens vont en demander, plus ils vont en entendre.* »

> « Le country, ç'a un côté très rassembleur, on a vraiment besoin de ça ! »
>
> **Karo Laurendeau, artiste country**

Le rodéo arrive en ville

La folie pour le country ne se fait pas seulement ressentir sur les plateformes d'écoute en ligne et à la radio : les évènements liés à cette musique sont également en pleine croissance. Audray Johnson, responsable de la programmation de LASSO, un festival de musique country à Montréal, a vu le nombre de billets vendus doubler lors de la deuxième édition, à l'été 2023. « *Nous savions que la présence de Chris Stapleton allait attirer beaucoup de personnes, mais nous ne nous attendions pas à doubler nos ventes par rapport à la première année. Nous étions agréablement surpris, et c'est signe que le country est de plus en plus populaire* », explique-t-elle.

De plus en plus d'artistes américain(e)s de renoms ajoutent le Québec à leurs tournées, énième preuve que la fièvre du country y est bel et bien réelle. À chaque fois, les Québécois et les Québécoises font salle comble. « *Ces artistes foulent les stades et battent des records. Luke Combs, par exemple, lors du Festival d'été de Québec en 2021, a battu le record d'assistance de Metallica avec environ 90 000 spectateurs* », témoigne Matt Lang, lui qui était sur la scène des plaines d'Abraham avant l'arrivée de la vedette.

Plus essentiel que jamais

Selon Matt Lang, les Québécois et les Québécoises, qui ont eu plus de temps pour découvrir de nouvelles passions en temps de pandémie, se sont laissé tenter par le country et ont été charmé(e)s par sa simplicité. « *Les gens ont compris que le country, c'est simple. Ça s'écoute si bien avec une bière* », soutient-il. Rapidement, les gens se sont rabattus sur la musique country comme source de réconfort et ont adopté le style qui s'y rattache. « *Ils en écoutent, mettent des chapeaux de cowboy, des bottes et des coats de jeans* », dit M. Degrandpré.

Une relève prometteuse

« *Avec notamment Grande Ourse, un collectif de sept jeunes talents d'ici, la relève du country est très inspirante. Elle propose un son actuel qui sait plaire aux 20 à 30 ans* », affirme Karo Laurendeau, extrêmement optimiste quant à l'avenir de son genre musical dans la province. Audray Johnson se montre aussi très positive concernant le futur du country au Québec.

« *Il y a un talent incroyable qui se développe en ce moment, plein de jeunes artistes motivés, talentueux, passionnés qui nous montrent que le country, ce n'est pas nécessairement l'image qu'on s'en était fait. Nous allons en entendre de plus et plus et je pense que ça pourrait éventuellement faire partie de notre culture populaire de manière plus assumée* », s'exclame Mme Johnson.

En coulisses

CHRONIQUE

Je vous rassure Scorsese, il y a toujours de l'espoir

LÉO MERCIER-ROSS

Le réalisateur Martin Scorsese a exprimé à plusieurs reprises durant les quatre dernières années que « *les films de superhéros ne sont pas du cinéma* ». Ses propos ne sont pas totalement faux. Je ne peux cependant qu'espérer un futur où les films de *comics* pourront inspirer des jeunes à découvrir le cinéma. Comme ils ont su le faire pour moi.

« *En fait, Scorsese n'est pas contre le cinéma hollywoodien de divertissement. Il lui reproche surtout un phénomène très particulier : l'occupation des écrans de cinéma par un seul type de films* », explique Pierre Barrette, directeur de l'École des médias de l'UQAM.

Cette omniprésence des films de super-héros se fait constamment ressentir. Impossible d'aller dans un cinéma sans qu'il y en ait à l'affiche. À titre d'exemple, en 2023, huit films de superhéros de Marvel et DC sont sortis en salle, contre trois en 2012, l'année du premier *Avengers*.

Marvel Studios sont d'ailleurs les premiers coupables. À force de créer un univers cinématographique – le fameux *Marvel Cinematic Universe* –, la maison mère d'*Iron Man* et de *Capitaine America* force son public à visionner de plus en plus de contenu chaque année s'il veut rester à jour. Un investissement de temps non négligeable, qui se fait au détriment de la découverte d'autres œuvres, cinématographique ou non.

Pour être honnête, si je n'étais pas à jour avec l'univers Marvel et n'aimait pas autant ses personnages, il y a longtemps que j'aurais arrêté de tout écouter.

Pierre Barrette indique que Scorsese critique aussi « *l'absence d'une réelle vision artistique dans les blockbusters de divertissement* ». Encore une fois, Marvel Studios est l'exemple parfait d'un studio de production où le désir de profit règne en maîtres.

Que ce soit en raison de leur utilisation excessive des images de synthèse, de leur tendance à changer énormément de détails lors de la post-production ou de la présence écrasante de Kevin Feige derrière chaque projet, les productions de Marvel Studios perdent de plus en plus leur vision artistique. Elles sont plutôt à la merci des studios qui n'ont pas à cœur le fait de raconter une histoire, préférant créer des « *montagnes russes* », comme l'a décrit Scorsese.

Malgré tout, les forces créatives derrière les films et séries Marvel ne sont pas éteintes. Il faut cependant creuser, savoir reconnaître la « formule Marvel », afin de déceler les aspects qui sont réellement le fruit d'un processus artistique. Faute de sonner pessimiste, je rejoins Scorsese là-dessus. Malgré des anomalies comme la trilogie des *Gardiens de la galaxie* de James Gunn ou la duologie des *Spider-Verse*, il est devenu de plus en plus difficile d'écarter l'implication du studio dans les œuvres.

C'est dommage, car les films Marvel d'antan ont été ma porte d'entrée vers le cinéma et m'ont fait découvrir des artistes comme Sam Raimi, avec son style bien à lui. Un style qui, même si présent dans le récent *Docteur Strange dans le multivers de la folie* (2022), n'est pas autant ressenti que dans ses *Evil Dead* ou sa trilogie des *Spider-Man* du début des années 2000.

C'est ce que Scorsese redoute le plus. Que les gens n'écoutent que des films de superhéros – car c'est tout ce qui est offert au cinéma – et ne puissent donc plus découvrir la créativité derrière le septième art, se contentant de produits générés par la soif de capital.

Mais dans ce paysage de superproductions contrôlées par les studios, les films les plus populaires de 2023 ne sont pas parmi la pléthore de films de superhéros. Peut-être que le public réalise à son tour la perte de l'art dans les films que Scorsese reproche.

Face à cette fatigue des superhéros, Marvel sera peut-être forcé de changer. Pour le faire, s'inspirer de Scorsese pourrait être la solution.

Selon Pierre Barrette, Scorsese a réussi ce que peu ont su accomplir à Hollywood : « *allier le pouvoir de la séduction auprès du public, tout en gardant une vision d'auteur* ». Il faudrait cependant que Marvel Studios apprenne à faire confiance à ses créateurs et ses créatrices au lieu de forcer un moule qui commence à se faire vieux. ❖

THÉÂTRE

Être ou ne pas être pauvre

GABRIELLE FALLU

Le manque de fonds dans le monde culturel touche de nombreux et de nombreuses artistes de théâtre qui doivent se serrer la ceinture pour suivre le coût de la vie. Leurs solutions ? Les publicités, les changements de carrière et l'accumulation d'emplois.

« *Chaque année, on a de la misère à y arriver. On a de la misère à bien payer nos artistes* », déplore François-Étienne Paré, directeur artistique du Théâtre de la Ligue nationale d'improvisation (LNI). Il est d'avis que ce manque de financement se voit et se vit plus que jamais auprès des artistes québécois(e)s.

« *Les comédiens et les comédiennes sont obligé(e)s de multiplier les champs d'actions pour avoir un salaire annuel qui leur permet de vivre. C'est inquiétant* », renchérit-il.

Diplômée en 2006 de l'École nationale de théâtre du Canada, la comédienne Isabelle Grégoire a été serveuse pendant 17 ans afin de pouvoir pratiquer le métier de ses rêves, tout en étant capable de payer son loyer.

« *Être serveuse était la meilleure option, car l'horaire est flexible et ça me permettait d'avoir quelques rôles tout en payant mon épicerie grâce à mes pourboires.* »

La comédienne ajoute que dès le début de la formation en art dramatique, « *on est avertis que le théâtre est un métier ingrat et qu'il y a un très faible pourcentage de comédiens qui réussissent. On le sait, mais ça fait suer.* »

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Des comédiens et comédiennes doivent combiner plusieurs emplois.

Un milieu épineux

Ayant « *ras-le-bol* » des conditions de serveuse et des opportunités en théâtre qui sont souvent trop rares, Mme Grégoire, en quête d'une certaine stabilité, a pris la décision de retourner à l'école en 2016 pour suivre un cours de guide touristique à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

« *Ce qui m'inquiète, c'est que de moins en moins de comédiens sont capables de vivre de leur métier. C'est triste et dommage.* »

La comédienne reste tout de même présente sur la scène culturelle, en interprétant notamment un des Fantômes du Vieux-Montréal, un rôle qui est une fierté pour elle.

Florence Dupont est artiste multidisciplinaire et étudiante au *baccalauréat en art dramatique concentration enseignement* à l'UQAM, a accumulé publicités, figurations et rôles muets lors d'une année sabbatique suite à sa graduation de l'École de théâtre professionnel du Collège Lionel-Groulx.

La jeune artiste n'a toutefois amassé que 5000 dollars lors de cette année et non à cause d'un manque d'effort. « *Je ne peux vraiment pas me permettre de vivre uniquement de cela, d'où mon intérêt de continuer à étudier et d'aller chercher mon brevet d'enseignement* », explique-t-elle.

Rapidement, la comédienne a constaté que cette constante attente n'était pas assez stimulante et stable.

« *Pour avoir un emploi en culture, il faut donner son 200 %, constamment, sur une longue période de temps* », dit-elle.

> « On ne sait jamais où nos efforts vont nous mener et des fois, ils ne mènent nulle part. »
>
> **Isabelle Grégoire, comédienne**

L'amour du théâtre

La publicité rapporte souvent plus d'argent que des rôles théâtraux. Pour cette raison, de nombreux et de nombreuses artistes prennent la décision de faire des contrats publicitaires, même si leur formation leur permet de faire plus.

François-Étienne Paré côtoie quotidiennement des artistes qui abandonnent leur spectacle de la LNI pour faire une publicité.

« *Si un artiste décroche une publicité, c'est sûr qu'il va quitter notre show. C'est normal, la pub rapporte beaucoup plus d'argent.* »

Le directeur artistique explique qu'un artiste participant à la Coupe Charade, la compétition d'improvisation de la LNI, ne gagne que 2000 dollars par saison et « *s'il est chanceux, il ira en finale et aura un peu plus* ».

« *On traîne pendant des années dans des domaines qui ne nous appartiennent pas, comme la pub, dans l'espoir de se dire "l'année prochaine je vais peut-être faire quelque chose que j'aime viscéralement dans la vie"* », glisse Isabelle Grégoire.

La solution à cette problématique économique est loin d'être réglée selon M. Paré.

« *J'espère qu'on va trouver des chemins pour que les artistes vivent mieux, mais c'est une problématique très complexe dans laquelle les solutions sont peu évidentes* », explique-t-il.

La question de l'avenir financier dans le monde de la culture est un sujet tabou, sans solution apparente. Après avoir contacté divers membres du milieu culturel, très peu de personnes ont répondu à l'appel, dû à la nature « *délicate* » du sujet.

« *Il faut se faire confiance. Même si mes chances sont maigres. J'aime mon métier !* », dit Florence Dupont, qui est pleine d'espoir pour son futur.

MUSIQUE

Les séquelles du quatrième art

SAMI RIXHON

Les conséquences physiques et psychologiques causées par la pratique intensive d'un instrument font partie intégrante de la vie des musiciens et des musiciennes. La recherche de la perfection et l'anxiété de performance représentent les principales causes de ces blessures.

« *Si tu révèles au grand jour que tu es une personne qui a des blessures, c'est comme une faiblesse et ça peut être dangereux professionnellement* », déplore Marie-Soleil Fortier, enseignante spécialiste en musique au Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île, qui explique que la constante compétition dans le domaine musical peut pousser les artistes à cacher leurs blessures.

Des tendinites, de l'arthrose ou même des soucis névralgiques peuvent se développer chez les musiciens et les musiciennes qui pratiquent intensément plusieurs heures par jour.

D'après Marie-Soleil Fortier, le stress généré chez les musiciens et les musiciennes est intimement lié à des conséquences physiques. « *Quand tu as des tensions psychologiques, ça va se transmettre et ça va créer des tensions musculaires* », expose-t-elle.

Près du trois quarts de ces artistes se blesseront au courant de leur carrière, d'après une recherche de la Fédération des kinésiologues du Québec.

« *Même si j'ai la meilleure posture du monde, si je n'apprends pas à limiter ces réflexes de tension, ça va me créer des problèmes physiologiques éventuellement, en plus de l'anxiété de performance* », continue l'enseignante.

Les musiciens et musiciennes notoires n'échappent pas à la règle. Le pianiste Lang Lang a souffert d'une inflammation dans son bras gauche qui l'a contraint à annuler une série de concerts. Le pianiste Gary Graffman, concertiste de renom, a dû quant à lui abandonner sa carrière à la suite de l'aggravation d'une entorse d'un doigt de la main droite.

Prévenir et guérir

Marie-Josée Cloutier, professeure de piano depuis plus de 20 ans, explique que le stress représente l'un des facteurs premiers à la formation de blessures chez ceux et celles qui pratiquent la musique. Pour pallier ces séquelles, une respiration contrôlée pendant la pratique et la performance est primordiale afin de rester calme. Une préparation minutieuse avant une prestation est également importante.

Des services spécialisés comme de la physiothérapie et de l'ostéopathie sont mis au service des musiciens et des musiciennes. Ils permettent d'analyser la posture, la surutilisation de certains muscles ou de restaurer la mémoire de mouvements imparfaits ancrés dans les habitudes d'un ou d'une artiste.

Le cours *Musique et santé corporelle* est également offert aux étudiants et étudiantes de la Faculté de musique de l'Université de Montréal pour transmettre de bonnes habitudes à ces jeunes artistes. « *On essaie de sensibiliser les étudiants dès leur formation* », exprime Marie-Soleil Fortier. « [Ce serait nécessaire de détenir le même budget que] *les équipes sportives pour que les musiciens performent comme les sportifs, autant sur le plan physique que mental. Mais malheureusement, il n'y a pas ce genre d'argent dans ce milieu* », poursuit-elle.

Santé mentale négligée

Romane Fortier, ancienne étudiante au Conservatoire de musique de Montréal en clarinette, indique que l'enseignement du réseau des conservatoires est compétitif.

« *Tu es tout le temps comparé aux autres, tu veux tout le temps être mieux que les autres, parce que c'est la seule façon d'avoir des bonnes notes au Conservatoire* », énonce celle qui est maintenant inscrite en *Histoire et civilisation* au cégep du Vieux Montréal.

Dès la fin d'un examen ou d'un récital, Romane Fortier explique que son soulagement se transformait rapidement en angoisse pour sa prochaine performance. « *Jouer de la clarinette devenait un stress et une appréhension, parce que je savais que j'avais certains objectifs et que si je ne les atteignais pas, j'allais être déçue et encore plus stressée* », continue-t-elle.

L'étudiante a considérablement diminué la pratique de son instrument depuis qu'elle n'étudie plus au Conservatoire. « *Je pense que ça va me prendre du temps à me dire que je peux jouer un 15 minutes* », dit l'étudiante. « *J'ai de la misère à recommencer.* »

D'après Marie-Josée Cloutier, la musique ne doit pourtant pas s'éloigner de son concept initial, celui du plaisir. « *La recherche de l'expression musicale doit prévaloir sur la recherche de la perfection technique. Il faut s'amuser, c'est un moment de partage.* »

PHOTO : ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

Près de 75 % des musiciens et musiciennes se blessent au moins une fois au cours de leur carrière.

En coulisses

CHRONIQUE

J'aime Kanye West

GABRIELLE FALLU

J'aime Kanye West. Devrais-je plutôt dire que j'aime la musique de Kanye West et non l'homme en tant que tel ? Probablement. Mais, somme toute, j'aime Kanye West.

Avant que vous grimpiez dans les rideaux, je tiens à rectifier le tir. Il est primordial dans le monde culturel de dissocier l'artiste de son art. En 2018, Ye (anciennement Kanye West) était au cœur de débats pour ses propos polémiques au sujet de l'esclavage. « *On entend parler de l'esclavage qui a duré 400 ans. Pendant 400 ans ? Ça ressemble à un choix* », avait-il dit.

J'étais évidemment en désaccord avec l'artiste. Ça n'a toutefois pas mis un frein à mon amour inconditionnel pour ses albums *ye* et *KIDS SEE GHOSTS*, qui sont parus en juin de la même année.

Micheline Labelle, professeure émérite au Département de sociologie de l'UQAM, explique que la culture de l'annulation est un mouvement social progressiste qui vient des États-Unis. « *On parle souvent de mouvements innovés par des personnes qui font l'objet de discriminations et qui ont des revendications* », indique-t-elle.

Pour ceux et celles qui endossent cette culture de l'annulation, il est insensé, même immoral, de continuer à soutenir des artistes ayant des propos ou des actions racistes, sexistes, transphobes ou homophobes…

La solution ? Boycotter pour une période indéfinie l'artiste ou le groupe.

En culture, ce concept de l'annulation est souvent vu de manière différente à cause de son côté arbitraire. D'annuler un artiste qui est très populaire ou dont on apprécie le travail est plus subjectif que dans les autres domaines de la société, surtout lorsque l'artiste en question vient de sortir le succès de l'été.

Taylor Swift, une artiste pop qui est actuellement idolâtrée à travers le globe, a dû faire face à la culture du bannissement après s'être fait traiter de « *snake* » par le public après un appel téléphonique controversé avec Ye en 2016. Rapidement, le tir a été corrigé, et la chanteuse a été déclarée innocente par le tribunal populaire. Taylor Swift a tout de même eu à vivre avec de la haine qui, à tous les égards, semble injustifiée.

Micheline Labelle avance que le mouvement de la culture de l'annulation est dorénavant dans une phase contre-productive. « *On est à l'étape anti-progressiste, même si c'est encore sous la couverture du progrès social* ». Elle renchérit : « *Ça peut se baser sur des revendications légitimes, mais quand elles sont poussées à bout, elles deviennent perverties, comme c'est le cas actuellement.* »

Une dénonciation, qui n'est pas dans le même ordre d'idée que l'annulation, est importante et même essentielle lorsque les artistes ont des agissements répréhensibles ou criminels.

C'est notamment le cas de R. Kelly, un artiste déchu du RnB, qui est actuellement en prison pour avoir commis de nombreux crimes sexuels à l'égard de personnes mineures. Les 4,6 millions de personnes qui l'écoutent mensuellement sur la plateforme Spotify prennent tout de même la décision, aussi égoïste qu'elle puisse sembler, d'écouter « I Believe I Can Fly » ou encore « Bump n' Grind ». Les dénonciations ont été claires, R. Kelly reste tout de même un génie musical.

Qu'en est-il du roi de la pop qui a été ciblé dans le documentaire choc de Dan Reed nommé *Leaving Neverland* ? Le long métrage traite des allégations d'abus sexuels que Michael Jackson aurait commis envers des personnes mineures lors de sa carrière. En 2019, lorsque l'opinion publique semblait être fixée et que le cas de Jackson était fermé, ses chansons sont revenues peu à peu dans les radios, tel un phénix qui renaît de ses cendres.

Alors, que dire sur le cas de Michael Jackson ? Je crois les victimes, mais je vais continuer d'écouter « Thriller » le 31 octobre et « Billie Jean » dans mes partys de Noël.

Pour Kanye West, je reconnais que ses agissements et ses propos sont inacceptables, mais j'écoute tout de même religieusement son album *My Beautiful Dark Twisted Fantasy*. Sur ce, j'attends patiemment son concert à Montréal.

Annulez-moi si vous le désirez.❖

DIVERSITÉ

La représentation trans à l'écran, fidèle à la réalité ?

CAMILLE DESJARDINS

ÉLIZABETH MARTINEAU MONTRÉAL CAMPUS

Selon Pascale Drevillon, inclure un personnage trans était une preuve d'ouverture, mais aujourd'hui cela devient une prise de position politique.

« *À un moment donné,* [les autres personnages] *apprennent qu'elle est trans, puis tout le monde se met à vomir dans la salle* », se remémore Luna Choinière, une jeune femme trans, au sujet du film *Ace Ventura mène l'enquête* (1994).

Avec la venue récente de visages trans dans des séries télévisées telles que *Pose*, *Euphoria* et *Sense8*, la transidentité suscite de vives réactions dans l'espace public. Celles-ci peuvent se révéler par l'existence « *de fausses certitudes* » chez les gens, selon la comédienne et réalisatrice trans Pascale Drevillon.

« *Les seules images de transidentité que j'ai vues dans ma jeunesse, c'était des travailleurs du sexe dans de mauvais films où c'était toujours présenté de manière vulgaire ou excentrique* », déplore Mme Drevillon.

> « Les trans à l'écran étaient des criminels, des drogués, des victimes de crimes violents... »
>
> **Pascale Drevillon, réalisatrice trans**

À son avis, cela explique la négativité que certaines personnes peuvent associer à la transidentité.

Au-delà du narratif trans

D'après Alice Bédard, une réalisatrice trans québécoise, ce n'est que récemment qu'une amélioration a été observée quant à la représentation de la transidentité en fiction, bien que celle-ci soit encore rare.

Si la présence de rôles trans augmente, Pascale Drevillon croit toutefois que la télévision québécoise peine encore à dépeindre fidèlement cette réalité. « *Ç'a beaucoup évolué, à mon avis, mais c'est comme tout le reste* », affirme l'actrice.

Alice Bédard considère que le portrait des personnes trans à l'écran est problématique au Québec. « *Il y a* [Claudia dans] Fugueuse 2 *et Pretzel dans* M'entends-tu, *qui est l'une des pires représentations que j'ai vues, tous médias confondus* », nomme-t-elle en guise d'exemples.

Elle se souvient aussi qu'« *il y avait un personnage dans* Unité 9 *qui s'est fait mettre à la porte parce qu'elle était trans et ne l'avait pas mentionné lors de son embauche* ».

L'idéal, selon les personnes trans interrogées par le *Montréal Campus*, serait de ne pas mettre l'accent sur l'identité de genre des personnages.

« *Il y a des actrices trans* [dans *American Horror Story*] *et ils n'en font pas toute une affaire. Ce sont des actrices trans, elles sont là, elles jouent leur rôle et c'est tout* », dit Luna Choinière, qui est assistante maquilleuse à la télévision.

Écouter les voix trans

Dominos, une websérie québécoise réalisée par Zoé Pelchat-Ouellet, introduit un personnage trans dans sa deuxième saison.

« *J'ai vraiment appris à travers cette expérience-là, parce que je ne connaissais pas de personne trans quand j'ai écrit les premières versions de ce personnage* », explique la réalisatrice en spécifiant que Pascale Drevillon a refusé le rôle lorsqu'elle le lui a proposé.

La comédienne en question indique qu'il faut des séries et des films dont les histoires sont écrites et réalisées par des personnes trans.

Elle précise toutefois qu'il est possible d'initier des conversations sur le sujet comme l'a fait Zoé Pelchat-Ouellet pour *Dominos*.

« *Pascale a été très généreuse et elle n'avait pas à m'éduquer sur la question, mais elle m'a parlé de son expérience de façon bienveillante et ouverte* », se rappelle Mme Pelchat-Ouellet.

> « Prendre des acteurs non-trans devrait être l'exception et non la norme. »
>
> **Alice Bédard, réalisatrice trans**

La réalisatrice a retravaillé le narratif du personnage et Pascale Drevillon a accepté le rôle.

« *Finalement, on ne dit jamais que son personnage est trans, c'est une femme. Elle fait plein de choses différentes : elle est ambulancière, elle a un amant* », enchaîne Zoé Pelchat-Ouellet au sujet du personnage de Claudia.

Choisir l'interprète idéal(e)

Les personnes questionnées par le *Montréal Campus* s'entendent pour dire qu'un comédien ou une comédienne trans devrait être engagé(e) pour incarner un individu trans à l'écran.

C'est justement ce que Lé Aubin, interprète non binaire, décrit. « *J'ai de la misère à trouver de bonnes raisons de donner le rôle d'une personne trans ou non binaire à une personne cisgenre.* » Il ajoute que ces rôles sont peu nombreux au Québec.

Une situation de la sorte s'est pourtant produite cette année lors de la distribution du rôle principal d'une femme trans en prétransition à Lenni-Kim Lalande, un acteur cisgenre, pour la série *FEM*, qui sera diffusée sur Unis TV à l'hiver 2024.

« *On a vraiment exploré toutes les options et il nous fallait quelqu'un qui soit capable de chanter de façon extraordinaire* », explique la réalisatrice de la série Marianne Farley.

Mme Farley ajoute qu'il aurait fallu faire plusieurs compromis en donnant le rôle à une interprète trans comme le personnage est en prétransition et qu'il devait, entre autres, se faire pousser une barbe.

Pascale Drevillon a participé à ce projet en tant que stagiaire à la réalisation. « *Lenni est une personne queer sensible et pleine de douceur, de talent et d'empathie. Il est exactement ce dont la série avait besoin* », commente-t-elle au sujet du choix de l'interprète.

Selon elle, c'est à travers une approche documentaire que le Québec réussit le mieux à représenter la réalité des individus trans.

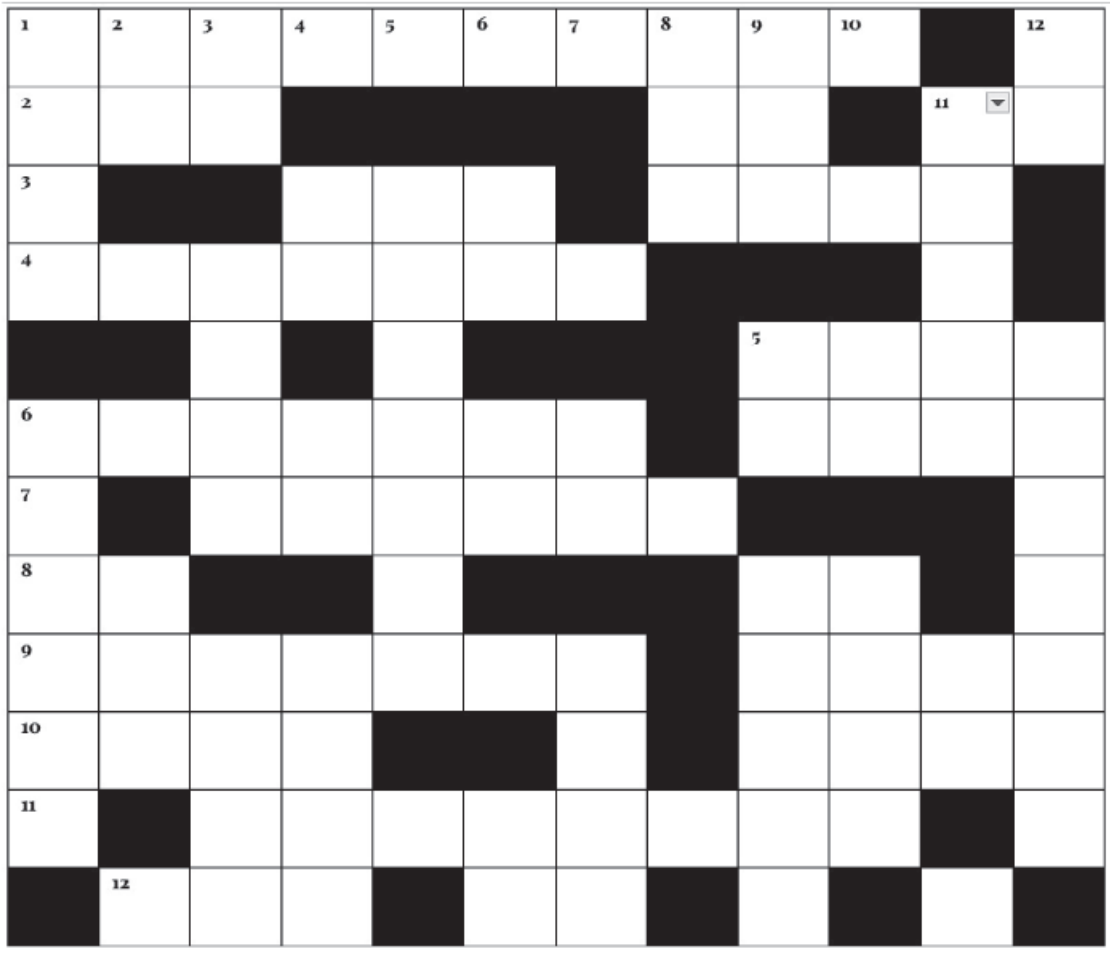
Filmer sa transition

« *Quand j'avais 16 ans* [en 2004], *j'ai vu un documentaire sur Canal Vie qui s'appelait* Andréa, née à 35 ans », souligne Pascale Drevillon en précisant que ce long métrage français lui a fait découvrir l'existence de la transidentité.

La quête de Khate, une websérie documentaire de 2019, dévoile le processus chirurgical d'affirmation de genre de Khate Lessard. Cette participante d'*Occupation double Afrique du Sud* explique au *Montréal Campus* qu'il est « *dur d'être aussi vulnérable, de ne pas bien te sentir et d'avoir des gens qui te suivent* [pour filmer] ».

La jeune femme boucle ainsi la boucle puisqu'elle a elle-même découvert l'existence de la transidentité lorsque l'influenceuse Gabrielle Marion a partagé les étapes de sa propre transition sur YouTube.

« *C'est sûr que ça avance, mais ça avance très lentement* », indique Pascale Drevillon sur une note plus nuancée au sujet de la représentation des personnes trans à l'écran.



Horizontal

1. Bière controversée à l'honneur de l'UQAM
2. Professeur du Département de musique (Barnat) – Pavillon Adrien-Pinard – Ce journal, vous l'avez __
3. Les étudiant(e)s de l'ESG veulent le devenir – Bande pour laquelle on fait la grève
4. Le diplômé Simon Boulerice l'a gagné dans la catégorie « Meilleur texte – série dramatique »
5. Mot qui vient de l'arabe qui signifie « bien fait ».
6. Émilie – Baccalauréat de type *woke*
7. Ce pour quoi vous n'avez pas assez étudié
8. Surnom donné à un rappeur français très populaire parmi les membres de l'ESG – Quand un(e) étudiant(e) tente de se faire payer son stage, il/elle se fait dire__ gueule
9. Pavillon Président – Ce Bossé a étudié à l'UQAM
10. Onomatopé, lorsque vous buvez du vin bio – Toujours en grève
11. Nos champion(ne)s
12. Baccalauréat en études théâtrales – De type ChatGPT

Vertical

1.1 Outil prisé des poteux – Dans votre Rockstar ou dans le pavillon DS
2. Exclue la personne qui parle – Votre pronom préféré
3. Abréviation du pronom préféré des communistes – EST2280 – Vous en avez peut-être simulé une pour des prêts et bourses
4. Vous la/le croiserez peut-être dans les couloirs de l'UQAM – Elle devient blanche à la fin de la session
5. Le chauve le plus haut placé à l'UQAM
6. Le lancement de ce journal est __ Nestor - Avoir un bon rapport qualité–prix à la cafétéria est __possible
7. Négation – Patrick de l'AéPhDA (ou petite créature verte)
8. HEC des pauvres
9. Lieu de banh mi réconfortants (particulièrment après 21 h) – Vous allez y voir nos champion(ne)s – Bleu, rose, blanc, rose, bleu
10. __/Him – Association étudiante du secteur des sciences
11. Matériau qui prévient les accidents – Se dit du meilleur dans un domaine – Pavillon Thérèse-Casgrain (une lettre)
12. Tel le sein d'Hélène Boudreau – Il est Saint, non loin d'ici

Connaissez-vous bien votre UQAM ?

1. En quelle année l'UQAM a-t-elle ouvert ses portes ?

2. Quel est le nom du recteur dit « ambitieux » de l'UQAM ?

3. Quel est le nom réel de la sculpture abstraite surnommée « les couilles » qui trône à l'entrée du pavillon Judith-Jasmin ?

a) L'énorme caillou
b) Métaphore rocheuse
c) Christian
d) Boules grises

4. Environ combien de personnes ont diplômé de l'UQAM au fil des ans ?

a) 300 000
b) 350 000
c) 400 000
d) 500 000

5. Laquelle de ces personnes n'est pas diplômée de l'UQAM ?

a) Denis Villeneuve
b) Pierre-Yves McSween
c) Safia Nolin
d) Gabriel Nadeau-Dubois

6. Vrai ou faux. En 2009, 172 personnes étudiantes de l'UQAM ont réalisé un lipdub qui a cumulé plus de 11 millions de vues.

7. Combien y-a-t'il de pavillons à l'UQAM ?

a) 37
b) 21
c) 16
d) 17

8. Vrai ou faux : L'École des sciences de la gestion de l'UQAM a été fondée par le producteur de films Joseph-Alexandre DeSève.

9. En quelle année a été fondé ce journal ?

10. Quel est le nom de l'équipe sportive universitaire de l'UQAM ?

Réponses

1. 1969 2. Stéphane Pallage 3. c) Christian 4. b) 300 000
5. b) Pierre-Yves McSween 6. Vrai 7. a) 37 8. Faux
9. 1980 10. Citadins

LA PRESSE+

DISPONIBLE SUR MAC
avec puce Apple

Retrouvez l'essentiel de l'actualité dans une édition quotidienne enrichie, maintenant disponible **sur certains ordinateurs Mac.**

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | www.montrealcampus.ca

VOL. XLVI | NO. 1 | 1ER DÉCEMBRE 2023

MANIF D'ART
LA BIENNALE DE QUÉBEC

LES FORCES DU SOMMEIL

23 FÉVRIER AU
28 AVRIL 2024

COHABITATIONS
DES VIVANTS

LA BIENNALE HIVERNALE
EN ART ACTUEL

COMMISSAIRE
MARIE MURACCIOLE

BIENNALEDEQUEBEC.CA

Québec
Canada
Conseil des arts du Canada
Canada Council for the Arts
Destination Québec
ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL
Québec
Québec